

MERCREDI 29 JUILLET 2015

« Voir » *la fin de la civilisation industrielle.*

- = L'énergie mondiale face à la pénurie ou Colbert et les leçons du " peak wood " p.1
- = **Journaliste : définition...** (Patrick Reymond) p.9
- = **Réchauffement: les records tombent de mois en mois...** Ça s'aggrave docteur, non? p.10
- = 481 ppm équivalent CO2 en 2014: le glas sonne pour l'espoir d'un réchauffement de moins de +1,5°C p.13
- = C'est arrivé en août p.17
- = Des dettes publiques insoutenables p.21
- = Effondrement de l'économie mondiale ? Deux grands miniers ont annoncé la suppression d'une dizaine de milliers d'emplois p.23
- = Hillary Clinton va sauver le monde (ou pas) (Bill Bonner) p.26
- = Après le dollar, 4 scénarios p.28
- = Prenez garde, la déflation est en train de gagner p.32
- = SOINS PALLIATIFS POUR UNE EUROPE EN FIN DE VIE (François Leclerc) p.40
- = Philippe Béchade sur BFM Business le Mercredi 29 Juillet 2015 p.41
- = **L'euro et l'Allemagne : la confusion des sentiments monétaires** (Bruno Colmant) p.41
- = Occident vs. Orient : la *main invisible du marché* vs. la *main la plus visible possible de l'État* (Paul Jorion) p.42
- = Standard and Poor's: La dette du Brésil risque de passer en catégorie spéculative p.43
- = Avec 5 200 milliards de dette, la France est en faillite ! p.45



L'énergie mondiale face à la pénurie ou Colbert et les leçons du " peak wood "

08/08/2013 par Vincent MIGNEROT

Jaune-Rouge

Depuis le site La Jaune et la Rouge, revue mensuelle de l'association des anciens élèves et diplômés de l'école Polytechnique

L'énergie mondiale face à la pénurie ou Colbert et les leçons du " peak wood "

par Jean BOSCHAT (86) et Philippe BIHOUIX

Aux limites des réserves fossiles, sans alternative d'envergure suffisante, la production mondiale d'énergie finira par entrer en décroissance. À moins d'une très hypothétique révolution technologique, il nous faudra faire face à une pénurie sans précédent, qui inversera les tendances actuelles avec la réduction des transports, la relocalisation de l'économie, la réapparition du réutilisable et du réparable, et la fin de la culture de l'obsolescence

programmée.

Depuis le démarrage de l'exploitation industrielle du charbon au XVIII^e siècle ou le premier puits de pétrole de Pennsylvanie en 1859, toutes les productions d'énergie fossile sont en croissance. Le choc pétrolier des années soixante-dix n'a pas réduit, même temporairement, la consommation de pétrole. Le nucléaire et l'hydroélectrique n'ont fait qu'absorber une partie de la croissance de la demande. Le charbon reste la deuxième source mondiale d'énergie, et n'est pas réservé aux pays en développement : la production électrique et les industries du monde développé en dépendent largement. À ce jour, la production mondiale d'énergies renouvelables, hors hydroélectrique, reste négligeable (moins de 1 %).

La consommation annuelle mondiale d'énergie primaire avoisine les 12 milliards de tep (tonnes équivalent pétrole). Elle a été multipliée par 5 depuis la Seconde Guerre mondiale, sous le double effet de l'augmentation de la population (multipliée par 2 dans les quarante dernières années) et de la consommation par personne (multipliée par 7 en moins d'un siècle).

Une demande en forte croissance

Récupérer plus qu'on investit

Il y a une limite physique à l'augmentation mécanique des réserves : il faut dans tous les cas récupérer plus d'énergie qu'on en investit dans les opérations d'extraction. La production offshore consomme 10 à 15 % de son énergie produite (15 barils consommés pour 100 produits). **On monte à 25 %, voire 50 % (investis sous forme de gaz) dans le cas des sables asphaltiques de l'Alberta (Canada) : il faut consommer l'équivalent d'un baril pour en extraire deux ! Cette contrainte incontournable ne permettra pas d'exploiter plus de 15 % (donc moins de 100 milliards de tep) de ces pétroles non conventionnels. Sans compter les contraintes de mise en production. Seuls 7 à 9 millions de barils par jour seraient produits en 2030 par cette voie (6 à 8 % de la demande).**

Les prévisions de croissance de la demande sont très fortes pour plusieurs raisons : les 12 milliards de tep de consommation annuelle mondiale (soit 1,8 tep par terrien) sont très inégalement répartis (8 tep aux États-Unis, 4 tep en Europe, 1,3 tep en Chine et 0,5 tep en Inde). Aligner la population mondiale sur la moyenne européenne de 4 tep conduirait à tripler la demande mondiale. La consommation d'énergie progresse de manière corrélée avec la croissance du PIB et chaque dollar de PIB supplémentaire augmente de 100 à 400 grammes d'équivalent pétrole la demande mondiale. De même, la mondialisation dope la croissance des échanges

et accroît d'autant le besoin en pétrole. Si le besoin en marchandises transportées par personne reste remarquablement stable dans les pays développés (autour de 70 kg par jour et par personne), le nombre de kilomètres à parcourir progresse fortement. L'arbitrage entre coût du travail et coût de l'énergie a été jusqu'à présent favorable aux délocalisations.

Les différents scénarios de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) tablent ainsi sur une demande annuelle de 15 à 17 milliards de tep à l'horizon 2030, et environ 20 milliards de tep à l'horizon 2050.

Aux limites des réserves fossiles

La notion de réserve pour les énergies fossiles est un subtil mélange d'éléments techniques et économiques mais aussi affaire d'appréciation. Les réserves prouvées sont celles " dont l'existence est physiquement prouvée, et productibles de manière raisonnablement certaine, au niveau de technologie actuel, au prix actuel ". Les réserves probables et possibles font appel à une dose d'appréciation encore supérieure.

Comment augmenter les réserves ? Prenons l'exemple du pétrole.

Les ressources ultimes

La notion de " ressources ultimes " permet de s'affranchir des quelques incertitudes liées au calcul des réserves prouvées, probables ou possibles. Il y aurait environ 4 200 milliards de tep (Gtep) de réserves ultimes, dont 3 000 Gtep de charbon, 600 Gtep de pétrole/gaz conventionnels et 600 Gtep de pétrole/gaz non conventionnels. Largement de quoi emballer le climat, malheureusement, puisque la consommation de ces ressources ultimes monterait la concentration en CO₂ à plus de 2 000 ppm (parties par million), soit 4 fois le niveau maximal préconisé par le GIEC. Au taux de croissance actuel, soit 2 %, l'intégralité de ces ressources ultimes serait consommée avant un siècle. On peut éloigner cette échéance en réduisant le taux de croissance (c'est ce qu'on fait pour se rassurer en parlant de réserves " en années de consommation " comme si celle-ci était stable alors qu'elle n'a fait que croître par le passé). On peut aussi la rapprocher en prenant en compte la limite extractible au lieu des réserves ultimes (2 300 à 2 500 Gtep au lieu de 4 200).

Découvrir de nouveaux champs

Il reste de nouvelles réserves à découvrir (les géologues s'accordent souvent sur environ 150 milliards de tep). Mais l'offshore trouvera bientôt ses limites, puisque au-delà de 3 000 m d'eau on quitte le plateau continental et ses dépôts

sédimentaires. Et depuis la fin des années quatre-vingt, on découvre moins de pétrole qu'on n'en consomme (1 baril découvert pour 4 consommés actuellement). La production repose largement sur une soixantaine de champs "supergéants" (plus de 700 millions de tep), qui représentent 40 % des réserves. 70 % à 80 % de la production d'Arabie Saoudite, d'Irak et du Koweït reposent sur 8 champs découverts avant 1970.

Mieux récupérer

Le taux de récupération est actuellement d'environ 35 %. Puits déviés, injection d'eau ou de gaz, etc., devraient permettre de continuer à gagner quelques points dans le futur, soit quelques dizaines de milliards de tep. Les propriétés physiques des roches-mères et des hydrocarbures ne permettent pas d'envisager beaucoup plus.

Augmenter les prix

Les réserves sont ce qui est "productible au prix actuel", donc toute élévation du prix augmente mécaniquement les réserves. On peut aller chercher du pétrole et du gaz plus loin à un coût plus élevé (offshore profond, huiles lourdes, sables asphaltiques, schistes bitumineux).

Revoir les évaluations

On peut aussi augmenter "virtuellement" les réserves, en révisant le niveau d'appréciation : c'est difficile pour les compagnies pétrolières cotées et assez surveillées, mais plus simple pour certains pays producteurs. Plusieurs pays majeurs de l'OPEP ont ainsi fait un bond dans leurs réserves prouvées (sans nouvelles découvertes) suite à la mise en place des quotas calculés sur les réserves en 1985.

Produire du pétrole de synthèse

Aligner la consommation moyenne mondiale sur l'Europe conduirait à tripler la demande

N'attendons pas trop des procédés "Coal to Liquid" et "Gas to Liquid" : pour produire ce carburant de synthèse, 50 % du contenu énergétique d'origine est perdu, et il s'agit toujours de réserves fossiles... En pratique, le phénomène du "peak oil" intervient. Schématiquement, une fois la moitié des réserves sorties de terre, la production va passer par un maximum puis décliner (plus ou moins vite, ce qui permet d'appeler le pic "plafond" ou "plateau"). Le pic est déjà là pour le pétrole (hier selon l'Energy Watch Group, 2010 selon l'ASPO, avant 2020 selon Total) : 33 des 48 pays producteurs y sont déjà passés. Il interviendra dans quelques années pour le gaz, à peine quelques décennies pour le charbon, selon l'usage que nous en ferons.

Vivre sans énergies fossiles ?

Confronté à cette augmentation de la demande et aux réserves limitées d'énergie fossile, le réflexe naturel est de rechercher des sources d'énergie alternatives. Commençons par le plus complexe, mais qui a souvent la faveur des médias quand il s'agit des alternatives dans les transports : l'hydrogène.

L'hydrogène

Séduisant sur le papier comme moyen de stockage de l'énergie, notamment pour les sources intermittentes comme l'éolien et le solaire, son rendement laisse cependant à désirer, sans compter les problèmes de déploiement d'un réseau de distribution et de stockage.

Au taux de croissance actuel l'intégralité des «ressources ultimes» serait consommée avant un siècle

À titre d'ordre de grandeur, la production de 2 milliards de tep sous forme d'hydrogène (soit environ 600 millions de tonnes) pour couvrir 80 % des besoins mondiaux actuels de mobilité nécessiterait 30 000 TWh de production électrique, soit une multiplication par 10 du parc nucléaire existant. En France, il nous " suffirait " d'ajouter 48 GW (34 EPR) pour nos 25 millions de tep utilisés dans les transports ! Difficile politiquement et industriellement. L'hydrogène restera donc marginal. Voyons maintenant les autres alternatives aux énergies fossiles : renouvelables et nucléaire. Nous avons construit un scénario théorique, très extrémiste, pour voir si nous pourrions " vivre sans les énergies fossiles " avec nos habitudes actuelles. Sur quoi est-il construit ?

Les limites du nucléaire

Multiplier le parc nucléaire par 25 est difficilement imaginable, pour au moins deux raisons :

- il faudrait impérativement passer à la génération IV (les surgénérateurs utilisant l'uranium 238 ou le thorium comme combustible), car les réserves d'uranium 235 sont de l'ordre du siècle au rythme actuel, et toute croissance du parc réduira les réserves (le prix de l'uranium augmente d'ailleurs actuellement dans le sillage du pétrole). Celle-ci ne devrait pas être prête au déploiement industriel avant 2040 ;
- la capacité industrielle est limitée : il faudra déjà renouveler le parc vieillissant de la génération II dans les décennies qui viennent, avant de songer à l'augmentation de capacité ; 50 % d'augmentation de capacité à l'horizon 2040 semble déjà très ambitieux, donc 2 500 % à l'échelle d'un siècle, par exemple, paraît irréaliste.

L'hydroélectrique

Environ 700 millions de tep (Mtep) sont produits actuellement (pour les spécialistes, nous avons pris un facteur de conversion des 3 000 TWh semblable au thermique et au nucléaire). Cette production pourrait encore presque doubler (au prix de quelques arbitrages environnementaux douloureux).

Le solaire photovoltaïque

En multipliant la production actuelle par 200 (9 fois les prévisions de l'AIE à 2030, plusieurs centaines d'années de production au rythme actuel de fabrication des panneaux pour fournir les 20 milliards de mètres carrés de panneaux), on atteint 450 Mtep. Difficile malheureusement d'en faire autre chose qu'un appoint (sauf le solaire thermique en application décentralisée).

L'éolien

Nous pouvons produire 2,3 milliards de tep (Gtep) en multipliant la production par 60, soit 7 fois les prévisions de l'AIE à 2030.

La géothermie

Les ressources sont très localisées mais non négligeables. Nous retenons 5 fois les prévisions de l'AIE à 2030 comme hypothèse de travail, soit 230 Mtep.

Les biocarburants

En y dédiant 10 % des terres arables (au prix d'arbitrages difficiles avec les besoins agricoles alimentaires) on atteindrait 140 Mtep à raison d'une tep par hectare (en y dédiant l'intégralité des terres arables, on produirait moins de 40 % du pétrole consommé actuellement).

La biomasse

La mise en coupe réglée d'un quart des forêts mondiales à usage énergétique uniquement (arbitrages douloureux en perspective avec les zones protégées, le bois d'oeuvre et la pâte à papier) rapporterait environ 3 Gtep. Tous ces efforts gigantesques, tant en déploiement industriel (a-t-on réellement les ressources en hommes et en métaux pour cela ?) qu'en arbitrages environnementaux et sociétaux délicats, nous permettraient d'atteindre " seulement " 7,5 Gtep, soit deux tiers de la consommation actuelle.

Le nucléaire

Compte tenu de ce qui précède, en prenant 20 Gtep comme consommation future (hypothèse " réaliste " de 8 milliards d'habitants à " seulement " 2,5 tep/an), il nous faudrait, pour compléter notre production renouvelable avec du nucléaire, produire autour de 80 000 TWh (en y dédiant la moitié à la production d'hydrogène pour les usages de transport), donc multiplier le parc actuel par 25 ! Et les autres technologies ? Là encore, on se heurte à l'ordre de grandeur ou à la

maturité technologique.

Les vagues

Outre le fait que les régions du monde intéressantes sont assez limitées, elle restera marginale. Un système comme Pelamis, déployé sur 1 000 km de côtes, produirait... moins de 4 % de la production électrique française.

Les courants marins

Les hydroliennes présentent l'intérêt d'être des sources moins intermittentes que les éoliennes... mais le bilan des opérations (maintenance sous-marine, etc.) reste à démontrer et le potentiel est limité.

Le prix de l'énergie va inexorablement monter pour ajuster la demande à l'offre contrainte

La fusion

La fusion ne présente strictement aucun intérêt par rapport à la fission génération IV. Elle produit aussi des déchets, et tant que le tritium est produit à partir du lithium, elle n'offre pas une source illimitée, mais comparable à la surgénération (soit quelques milliers d'années).

Les nouveaux biocarburants

Les biocarburants de génération 2 (déchets verts) et 3 (algues) offrent l'intérêt de ne pas être en compétition avec la production alimentaire. Mais on se heurte encore à des limites physiques : production primaire nette (génération 2) ou compétition dans l'usage des surfaces (les algues doivent recevoir les rayons du soleil pour croître).

Une décroissance inexorable

Lâchons le mot : à moyen terme, la production mondiale d'énergie va donc entrer en décroissance. La consommation mondiale devra s'y adapter. Nous ne parlons pas nécessairement de choc pétrolier ou énergétique. Mais dans un mécanisme de marché, le prix va inexorablement monter pour ajuster la demande à l'offre contrainte. Nous aurons également des problèmes liés à la pénurie pour les applications non énergétiques des ressources fossiles (matériaux, lubrifiants, engrais...). À partir de ce constat simple, nous pouvons dresser quelques conséquences probables pour les entreprises, et d'abord les changements de paradigme que vivront sans doute les générations actuelles ou futures.

Relocaliser

Le renchérissement de l'énergie aidant, les arbitrages local-global finiront par s'inverser. Après la vague des délocalisations, nous devrions assister à une relocalisation de l'économie, à une " réindustrialisation ", les échanges dépendant

fortement du pétrole.

Stocker et moins transporter

Une reconfiguration complète de la chaîne logistique s'imposera dans de nombreux secteurs : le juste à temps est très consommateur d'énergie (c'est du stock sur la route ou dans les airs) et l'arbitrage devrait redevenir favorable à des schémas de stockage plus pertinents pour des modes de transport moins énergivores, mais plus contraignants (bateau, train).

Réparer et réutiliser

La réapparition du réutilisable et du réparable se fera au détriment du jetable : retour des consignes pour les boissons, modularité dans la conception des objets, etc. Le jetable est très (trop) consommateur d'énergie et de matières premières pour tenir face à une tension énergétique.

Colbert et le " peak wood " du XVII^e siècle

Un seul moment dans l'histoire de l'humanité est comparable à ce qui s'annonce. À partir du milieu du XVII^e siècle se profile une crise énergétique grave en Europe occidentale, notamment en Angleterre et en France. La source d'énergie principale est le bois, la déforestation pour l'agriculture et la surexploitation le rendent de plus en plus rare et cher. Les forêts du Nouveau Monde sont à portée de main, mais construire des bateaux en bois pour aller chercher du bois n'est pas physiquement rentable (il faudrait mettre plus d'une unité pour récupérer une unité... comme pour une partie du pétrole non conventionnel !).

Le " peak wood " est là ! L'Europe s'en sortira grâce à la mise en place de réglementations fortes (restrictions étatiques, plans de gestion) et une double révolution technologique. En France, Colbert établit en 1669 l'ordonnance relative à la création et à l'entretien des bois et forêts. Il replante massivement pour préparer l'avenir (en tant qu'ancien ministre de la Marine, il sait qu'il faut 3 000 chênes centenaires pour construire un bateau de guerre). Nous lui devons une bonne partie de nos forêts. La double révolution technologique viendra d'Angleterre. Vers 1700-1710, Thomas Savery invente la pompe à vapeur, Thomas Newcomen la machine à vapeur. La combinaison des deux permettra l'exploitation des mines de charbon souterraines, en pompant les nappes phréatiques. La révolution industrielle pouvait démarrer.

Faire durer et conserver

On devrait voir la fin de la culture de l'obsolescence programmée, qui nous fait consommer toujours plus et remplacer nos produits de consommation courante

(produits bruns, téléphonie, informatique, etc.) à un rythme jamais atteint auparavant.

Ceux qui se prépareront à temps à ces changements, en termes d'innovation produits et services, de réflexion sur la conception, la fabrication, la distribution et la fin de vie de leurs produits, de positionnement marketing, de gestion du risque, seront les gagnants de cette mutation énergétique mondiale. Bien entendu tous les secteurs ne seront pas logés à la même enseigne, entre la capacité plus ou moins grande à sortir de " l'oléodépendance " et la perception, par des clients tendus sous ambiance inflationniste, de l'utilité réelle des biens et services rendus. Mais c'est d'abord la capacité à regarder la réalité en face et l'anticipation qui feront les gagnants et les perdants de demain.

Faut-il continuer sur notre lancée en attendant un improbable successeur de Colbert et une hypothétique révolution technologique ? Il paraît plus réaliste d'intégrer d'ores et déjà dans nos comportements, mais aussi dans l'évolution de l'économie et des entreprises, la nécessaire baisse de la consommation d'énergie et les conséquences pour les entreprises aussi bien en termes d'offre et de modèle économique qu'en termes de choix opérationnels.

Journaliste : définition..

Patrick Reymond 28 juillet 2015

Journaliste, définition : nom masculin ou féminin d'une personne très sommairement alphabétisé, mais totalement inculte. Et je le démontre.

[Dans un article du Figaro](#), certainement un copié-collé de quelque chose, une "petite" erreur, vient de se glisser.

Le pisseur de copie nous annonce : "En 2014, la production mondiale a atteint 39,33 milliards de tonnes équivalent pétrole ". Il confond millions et milliards et devrait être, d'urgence, renvoyé à l'école primaire.

La production mondiale de charbon a atteint en 2014, [3933 millions de tonnes](#), équivalent TEP, soit, 3 milliards 933 millions de tonnes équivalent pétrole, et le double, environ, en charbon, soit 8 milliards de tonnes (une TEP = 2TEC -tonne équivalent charbon-). Ceci étant des ordres de grandeur.

L'inculture étant l'inculture, le journaliste n'a pas tilté sur les ordres de grandeur. Cela voudrait dire, qu'on produit 10 fois plus de charbon que de pétrole, et qu'en fait, on est tous déjà mort, et pour les rares agonisants, qu'on ne voit pas à dix mètres devant soi... Et qu'en fait, on ne produit pas ou plus, 40 milliards de TEP en charbon, mais zéro.

40 milliards de TEP en charbon, cela représente aussi 80 milliards de tonnes de matériaux...Je doute que nous ayons, à l'heure actuelle, les moyens techniques et énergétiques de faire aussi bien.

De plus, si le dit avait simplement fait l'addition des 10 plus grands producteurs, il aurait vu son erreur. Mais sait il compter ???

Autres nouvelles charbonnières, [le Royaume Uni voit disparaître](#) ses dernières mines de charbon. Cette production y avait culminé en 1913, à 313 millions de tonnes, et n'était pas étranger à son statut de superpuissance.

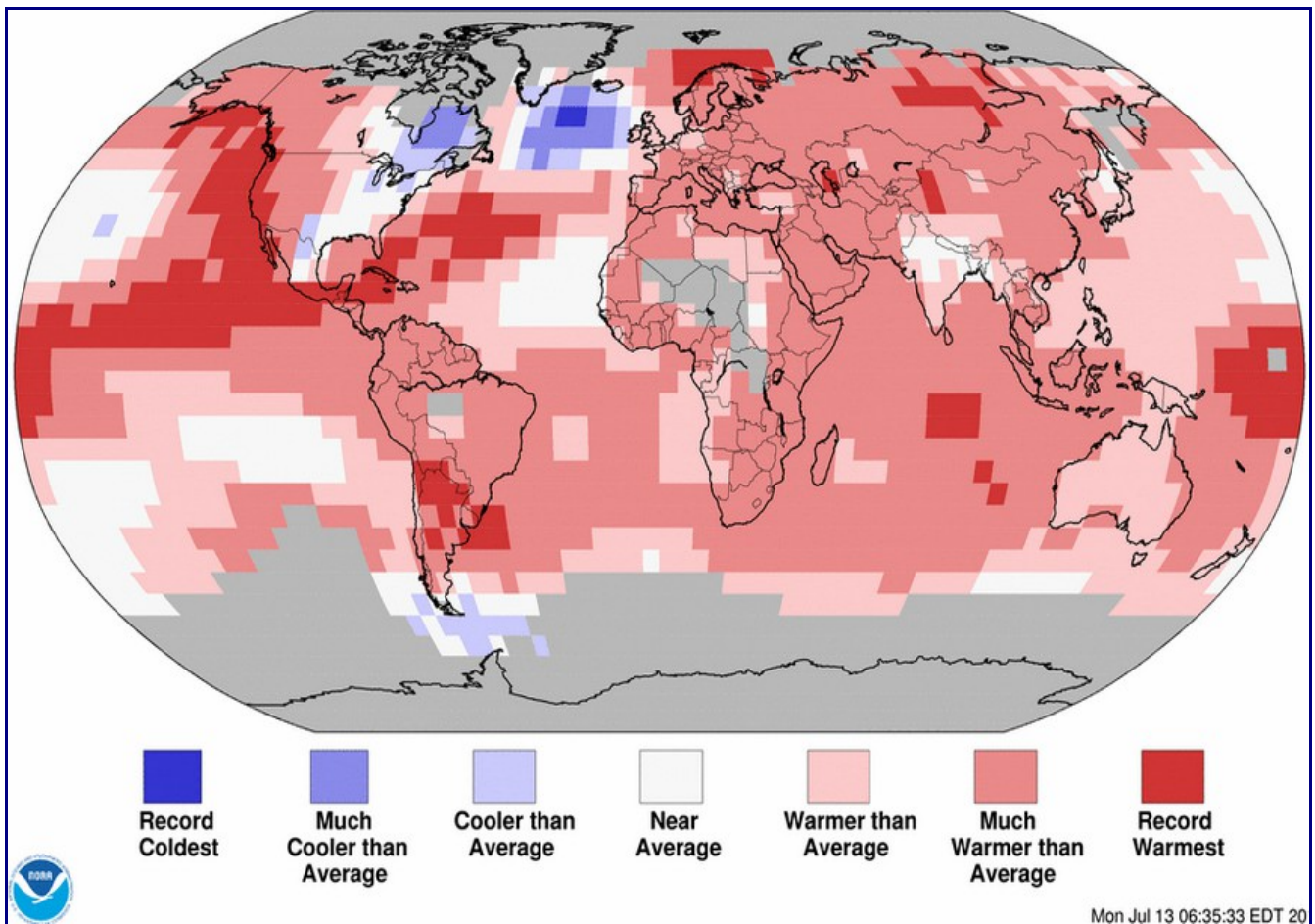
Les mineurs, quand à eux, se retrouveront sans doute, comme les mineurs licenciés dans les années 1980, en invalidité, pour 90 % d'entre eux. La mine, ça use.

Pour la Chine, il est clair que les réserves prouvées et rêvées ne vont pas durer très longtemps à ce rythme là...

Réchauffement: les records tombent de mois en mois... Ça s'aggrave docteur, non?

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 21 juillet 2015

Où va s'arrêter la fièvre de la Terre en 2015 ? Alors que le mois de juin a encore battu un record de température moyenne, que le premier semestre 2015 est le plus chaud depuis que l'on fait des relevés, et que le record des "douze mois consécutifs les plus chauds" tombe quasiment tous les mois depuis près d'un an, le phénomène El Nino s'annonce "fort" dans la deuxième partie de l'année, selon les prévisions de l'agence américaine NOAA...



Mis à part le Québec et le nord-ouest des Etats-Unis, les anomalies de température pour le premier semestre 2015, sont nettement au rouge. Doc. NOAA

A l'instar de 2014, les mois se suivent et se ressemblent en 2015: comme le mois de mai, [le mois de juin 2015 a été pour les scientifiques de la National Oceanic and Atmospheric Administration \(NOAA\), le plus chaud jamais enregistré depuis que l'on fait des relevés](#), c'est-à-dire depuis 1880, ce qui coïncide environ avec le début de l'ère du pétrole. Avec 16,38°C, juin dépasse de 0,88 °C sa température moyenne du XXème siècle, selon eux (1). Etabli en 2014, le précédent record est battu de 0,12°C. Juin 2015 bat également les précédents records à la fois à la surface des terres (+1,26°C par rapport à la moyenne) et à la surface des océans (+0,74°C).

Premier semestre 2015 à la surface des terres de l'hémisphère nord: plus de +2,5°C par rapport à 1893

Juin 2015 bat en plus tous les records des hémisphères sud et nord, à la seule exception de la température moyenne à la surface des terres de l'hémisphère nord, où il termine 2ème derrière juin 2012. A la surface de l'hémisphère nord, la barre de +1,5°C (1,55°C) est franchie par rapport à la moyenne du mois de juin 1913 (le

plus froid depuis 1880). La barre de +1°C (1,02°C) est quant à elle dépassée par rapport à la moyenne du XXème siècle.

Toujours selon NOAA, [le premier semestre 2015 \(janvier-juin inclus\), a également été le plus chaud jamais enregistré avec +0,85°C par rapport à la moyenne du XXème siècle](#) (+1,05°C dans l'hémisphère nord). Il caracole en tête avec +1,40°C à la surface des terres et +0,65°C à la surface des océans. A la surface des terres de l'hémisphère nord, la différence de moyenne avec le premier semestre le plus froid depuis 1880 (c'était en 1893) est de plus de +2,5°C.

Le record des douze mois consécutifs les plus chauds est passé en à peine un an de +0,7°C à +0,8°C par rapport la moyenne du XXème siècle !

[En ce qui concerne maintenant les douze derniers mois \(juillet 2014-juin 2015\), ils sont eux aussi les plus chauds jamais enregistrés](#), avec une anomalie de +0,83°C par rapport à la moyenne du XXème siècle selon NOAA. En fait, ce record est actuellement battu quasiment tous les mois. Le précédent record avait été établi il y a un mois, celui d'avant il y a deux mois, celui d'encore avant il y a trois mois et on peut remonter comme cela jusqu'à [septembre 2014](#) (pour la période octobre 2013 – septembre 2014). Seule exception: le mois de janvier qui n'a été "qu'à égalité" avec le record du mois de décembre qui le précédait...

RANK 1 = WARMEST PERIOD OF RECORD: 1880-2015	12-MONTH PERIOD	ANOMALY °C	ANOMALY °F
1	July 2014-June 2015	0.83	1.49
2	June 2014-May 2015	0.82	1.48
3	May 2014-April 2015	0.81	1.46
4	April 2014-March 2015	0.80	1.44
5	March 2014-February 2015	0.79	1.42
6 (tie)	January-December 2014	0.78	1.40
6 (tie)	February 2014-January 2015	0.78	1.40
8	December 2013-November 2014	0.77	1.39
9	November 2013-October 2014	0.74	1.33
10 (tie*)	October 2013-September 2014	0.73	1.31

*ties with four other 12-month periods.

Tableau édifiant de NOAA où l'on voit que les records des « douze mois consécutifs les plus chauds »

tombent quasiment tous les ans. Doc. NOAA

Août 2014 (période septembre 2013-août 2014) avait pour sa part égalé le record d'alors que se partageaient les périodes septembre 1997 – août 1998 et août 2009 – juillet 2010 avec alors +0,68°C par rapport à la moyenne du XXème siècle.

Moralité: ce record des “douze mois consécutifs les plus chauds” a gagné un bon dixième de degré en à peine un an ! A ce rythme, la poussée “historique” de chaleur en 1998 risque bien apparaître comme de plus en plus “modeste” ... Quid également de la “pause” qui aurait suivi ?

Un El Nino “fort”, c’est l’assurance d’une bonne hausse de la température moyenne globale

Finalement, la question est de moins en moins de savoir si l’année 2015 battra le dernier record de température annuel, établi seulement l’an dernier, mais plutôt avec quelle ampleur elle peut le battre. En effet, voilà maintenant que le phénomène El Nino devrait être “fort” dans la deuxième partie de l’année si l’on en croit le consensus actuel des prévisions fournies par NOAA qui estime que ce phénomène a également plus de 90% de chances de se poursuivre durant l’hiver prochain.

Rappelons qu’un El Nino “fort”, c’est l’assurance d’une bonne hausse de la température moyenne globale (à cause des mouvements de chaleur dans l’atmosphère). C’est également des vents d’ouest renforcés sur la Californie et l’Amérique du Sud (avec fortes pluies, inondations, glissements de terrain, ou encore par ailleurs chute des quantités de poissons pêchés sur les côtes péruviennes), ainsi que des sécheresses propices aux incendies, des pertes de récoltes, une mousson plus faible sur le Pacifique ouest (de l’Australie à l’Asie du Sud en passant par l’Indonésie et même éventuellement l’Inde), etc. C’est donc par ricochet un risque croissant de fragilité des prix de certaines denrées agricoles (cacao, café, canne à sucre, huile de palme...), c’est-à-dire de crise économique.

Alors, on fait quoi à la COP 21 ?

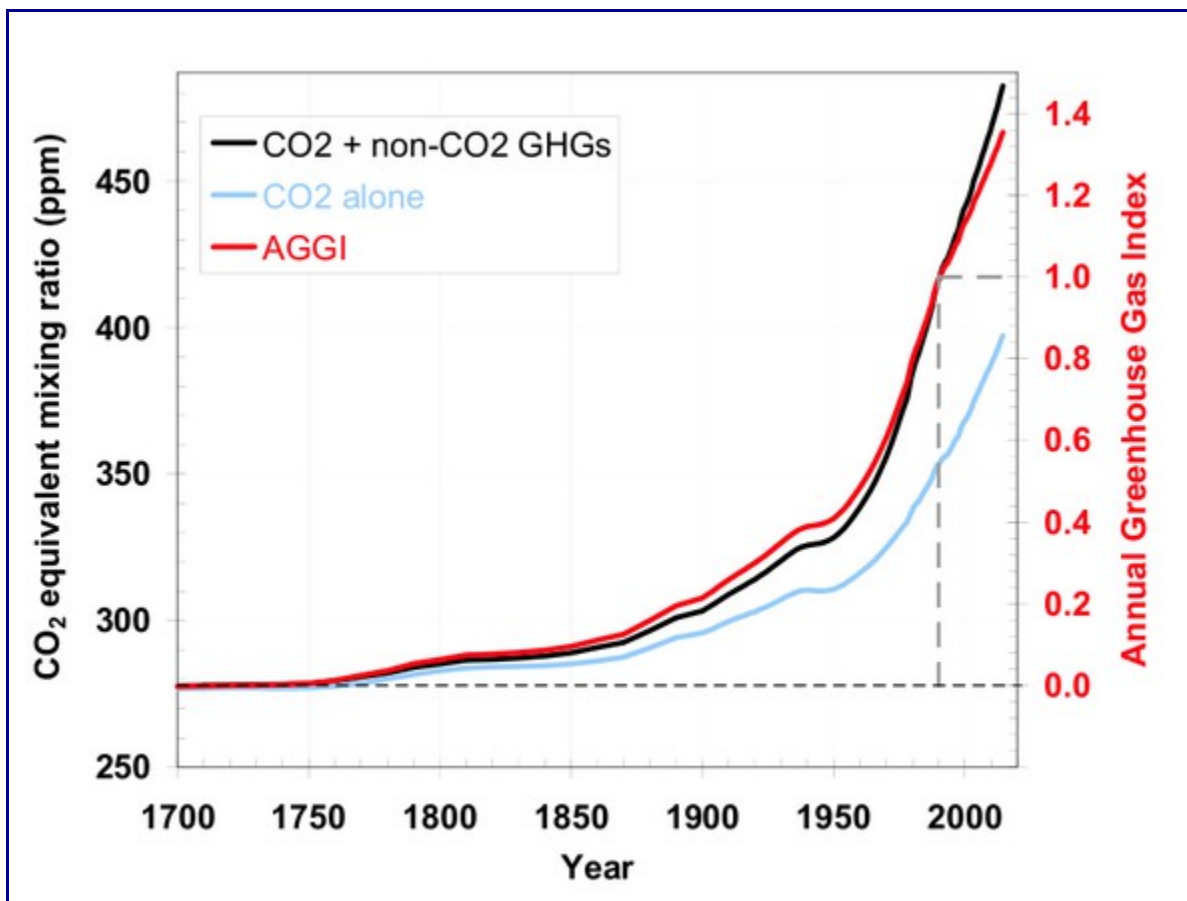
NOTE : (1) Juin 2015 a également été le plus chaud enregistré dans un autre centre de données:: le Goddard Institute for Space Studies (GISS) de la Nasa, avec 0,80°C de plus que la moyenne 1951-1980.

481 ppm équivalent CO2 en 2014: le glas sonne pour l’espoir d’un réchauffement de moins de +1,5°C

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 8 juin 2015

Alors que le mois de mai 2015 a établi un nouveau record de concentration

atmosphérique de dioxyde de carbone à l'observatoire de Mauna Loa, à Hawaï avec 403,94 ppm, l'index des gaz à effet de serre de l'agence américaine NOAA évalué à 481 ppm équivalent CO₂ la concentration totale des gaz à effet de serre pour l'année 2014. Or, à l'horizon 2100, la barre de 480 ppm équivalent CO₂ marque, selon les données du GIEC, le seuil au-delà duquel la probabilité de rester dans la limite des +2°C de réchauffement va assez rapidement diminuer. Et le seuil qui sonne le glas pour l'espoir d'un réchauffement de moins de +1,5°C.



L'index annuel des gaz à effet de serre de l'agence américaine NOAA pour l'année 2014 (AGGI 2014) montre une concentration totale de gaz à effet de serre de 481 ppm équivalent CO₂. Il révèle également que l'influence du réchauffement global s'est accru de 36% depuis 1990. Doc. NOAA

Il n'y a pas eu de miracle: la concentration atmosphérique de CO₂ a une nouvelle fois dépassé son record mensuel à l'Observatoire de Mauna Lo d'Hawaï, référence en la matière. [Elle a atteint une moyenne de 403,94 ppm \(parties par million\) pour le mois de mai](#), ce qui bat le [précédent record de 403,26 ppm](#) établi en avril. [C'est](#)

2,15 ppm de plus qu'en mai 2014, précédent record avant 2015.

La vitesse de la concentration du CO₂ a augmenté de près de 40% depuis la dernière décennie du XX^{ème} siècle

Lissées sur 10 ans, les augmentations moyennes mensuelles de la concentration atmosphérique de gaz carbonique ont systématiquement été supérieures ou égales à 2 ppm par an, pour tous les mois de l'année, depuis octobre 2010. Ces augmentations sont régulièrement au dessus de 2,1 ppm depuis l'an passé. Par comparaison, elles étaient de l'ordre de 1,5 – 1,6 ppm entre 1990 et 1999. La vitesse de la concentration de CO₂ a donc augmenté de près de 40% depuis la dernière décennie du XX^{ème} siècle. Elle a même plus que doublé depuis 1970.

A cette allure, des moyennes mensuelles de 410 ppm devraient être atteintes dans seulement trois ans. En moyenne journalière, la barre des 410 ppm sera au moins approchée dès 2017. L'actuel record journalier à l'observatoire de Mauna Loa est en effet de 404,84 ppm. Il a été établi le 13 avril dernier.

De 480 à 530 ppm équivalent CO₂, limiter le réchauffement global à +2°C passe assez rapidement du stade « probable » au stade « improbable », selon les données du GIEC. A la vitesse actuelle, les 530 ppm seront en vue dans une quinzaine d'années.

SI l'on ajoute les effets des autres gaz à effet de serre, on arrive désormais pour 2014 à une concentration totale de 481 ppm équivalent CO₂, selon l'index IGGA des gaz à effet de serre de l'agence américaine NOAA (National Oceanic et Atmospheric Administration). Or les données du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) montrent que pour maintenir le réchauffement global de manière "probable" dans la limite de +2°C, il est nécessaire de viser une concentration de 430 à 480 ppm à l'horizon 2100.

CO ₂ -eq Concentrations in 2100 (ppm CO ₂ -eq) ^f	Subcategories	Relative position of the RCPs ^d	Change in CO ₂ -eq emissions compared to 2010 (in %) ^c		Likelihood of staying below a specific temperature level over the 21st century (relative to 1850–1900) ^{d,e}			
			2050	2100	1.5°C	2°C	3°C	4°C
<430	Only a limited number of individual model studies have explored levels below 430 ppm CO ₂ -eq ^l							
450 (430 to 480)	Total range ^{a,g}	RCP2.6	-72 to -41	-118 to -78	More unlikely than likely	Likely	Likely	Likely
500 (480 to 530)	No overshoot of 530 ppm CO ₂ -eq		-57 to -42	-107 to -73	Unlikely	More likely than not		
	Overshoot of 530 ppm CO ₂ -eq		-55 to -25	-114 to -90		About as likely as not		
550 (530 to 580)	No overshoot of 580 ppm CO ₂ -eq		-47 to -19	-81 to -59	Unlikely	More unlikely than likely ^l	Likely	
	Overshoot of 580 ppm CO ₂ -eq		-16 to 7	-183 to -86				

Concentration en gaz à effet de serre à l'échéance 2100 et limite correspondante du réchauffement global. Doc. GIEC

Dès à présent, outre les spéculations de la géo-ingénierie, il apparaît donc mathématiquement impossible d'y arriver sans préalablement décider de se défaire du pétrole, du charbon et du gaz, et en laissant ensuite les écosystèmes terrestres et les océans pomper le surplus de gaz à effet de serre que nous aurons émis (s'ils veulent bien continuer à le faire) pour nous ramener en dessous de ce seuil.

Dans son dernier rapport, le GIEC estime cependant qu'avec 480 à 530 ppm équivalent CO₂ en 2100, nous avons toujours plus de chances d'être en-dessous de +2°C qu'au-dessus, mais que si nous dépassons les 530 ppm pour ensuite revenir dans la fourchette 480-530, nous aurons alors autant de chances d'être au-dessus qu'en-dessous des +2°C. Enfin, au-delà de 530 ppm, rester dans la limite d'un réchauffement de +2°C deviendra de plus en plus improbable. A la vitesse actuelle, les 530 ppm équivalent CO₂ seront en vue dans une quinzaine d'années.

Limiter le réchauffement à moins de +1,5°C... Fin du rêve

Et pour stabiliser le réchauffement global en-dessous de +1,5°C, seuil qui revient sur la table à l'approche de la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques devant avoir lieu à Paris en décembre (COP21), quelle concentration faudrait-il viser ? Malheureusement, toujours selon les données du GIEC, en dépassant la barre des 480 ppm équivalent CO₂, nous entrons dans la fourchette de concentration où, si l'on y reste, il est clairement improbable de maintenir le réchauffement en-dessous de +1,5°C.

Pour qu'il en soit vraiment autrement, il faudrait revenir non pas juste en dessous des 480 ppm avant la fin du siècle, mais plutôt en-dessous de 430 ppm, niveau qui a été atteint en 1996. Ce qui nous renvoie à une concentration de CO2 inférieure à 350 ppm (1)... A l'observatoire de Mauna Loa, la barre des 350 ppm de CO2 a été franchie dès 1988...

NOTE : (1) Nombre du reste choisi par une ONG de lutte contre le réchauffement global comme 350.org.

Crises, Krash, Bulles, Guerres

C'est arrivé en août

Par Philippe Plassart, lenouveleconomiste.fr, publié par Médisma, l'intégral

1914, 1939, 1968, 1971, 1990, 2007, 2008, 2010, 2014. C'est au coeur de l'été que se trament les raids hostiles et qu'éclatent les bulles, les crises et les guerres.



Le 7 août 2007, la crise des subprimes éclatait

Dans le creux de l'été, l'actualité, loin de s'assagir, redouble souvent d'intensité... dramatique. Et le huitième mois de l'année, a souvent rendez -vous avec l'Histoire avec un grand H : déclaration de guerre du premier conflit mondial (le 3 août 1914), invasion du Koweït par Saddam Hussein (le 2 août 1990), début de la crise des subprimes (le 7 août 2007), fin de la convertibilité du dollar en or (le 15 août 1971), faillite russe (le 17 août 1998)... D'où inévitablement, cette question : quelle nouvelle catastrophe est en préparation pour août 2015 ? Certes, pour des esprits rationnels, la loi des séries ne saurait justifier, à elle seule, de s'angoisser pour les semaines à venir. Mais cela n'efface pas les raisons objectives de s'inquiéter. D'autant que ces dernières sont cette année particulièrement nombreuses... sans parler des menaces terroristes.

Bruits de bottes, secousses financières, turbulences monétaires... Faut-il craindre la "malédiction d'août" et son supposé traditionnel cortège de catastrophes à venir, ou faut-il ranger cette peur au rayon d'une superstition malvenue ? Force est de constater que dans le creux de l'été – période pourtant naturellement dédiée à l'inactivité –, l'actualité, loin de s'assagir, redouble souvent d'intensité... dramatique. Déclaration de guerre du premier conflit mondial (le 3 août 1914), invasion du Koweït par Saddam Hussein (le 2 août 1990), début de la crise des subprimes (le 7 août 2007), ou fin de la convertibilité du dollar en or (le 15 août 1971), faillite russe (le 17 août 1998)... Le huitième mois de l'année, loin d'être une parenthèse de calme, a souvent rendez-vous avec l'Histoire avec un grand H, et rarement pour le meilleur.

D'où, inévitablement, cette question : quelle nouvelle catastrophe est en préparation pour août 2015 ? Certes, pour des esprits rationnels, la loi des séries ne saurait justifier à elle seule de s'angoisser pour les semaines à venir. Mais cela n'efface pas les raisons objectives de s'inquiéter. Sans parler des menaces terroristes, jamais la planète n'a été traversée par autant de tensions politiques, de crispations identitaires, de pulsions destructrices que n'arrivent pas atténuer les quelques rares bonnes nouvelles, comme par exemple l'accord nucléaire iranien. "Le huitième mois de l'année, loin d'être une parenthèse de calme, a souvent rendez-vous avec l'Histoire avec un grand H, et rarement pour le meilleur"

Et sur fond de croissance économique internationalement anémiée, de surendettement généralisé et de bulles financières, les contraintes dans lesquelles se débattent tous les dirigeants du monde n'ont jamais été aussi fortes. Or qui dit contraintes dit aussi tentation, un jour ou l'autre, de la part des acteurs de vouloir s'y soustraire, une manœuvre toujours risquée et qui peut avoir des conséquences redoutables. Car s'il y a une leçon des précédents drames aoûtiers, c'est bien le rôle, à chaque fois essentiel, du facteur humain. Or ce dernier, c'est dans sa nature, reste imprévisible...

Mécanique des crises estivales

Par-delà leur diversité, les crises estivales relèvent toutes d'une mécanique spécifique qui ne doit rien au hasard mais tout à la nécessité. Et en premier lieu à la logique du "coup de tonnerre". Ces semaines consacrées aux vacances – période où la vigilance de tout un chacun, dirigeants compris, se relâche – offre en effet le créneau idéal aux audacieux pour réaliser des coups plus ou moins bien intentionnés. L'opération militaire de Saddam Hussein menée sans coup férir sur le Koweït, "24e province" de l'Irak, au cœur de l'été 1990 en est une bonne

illustration.

Et il aura fallu six mois à la “coalition” pour organiser la riposte militaire, un compte à rebours qui avait plongé le monde entier dans les préparatifs de la troisième guerre mondiale... Toutefois, pour maximiser l’effet de surprise, une solution s’impose : passer à l’action le 15 août, fête de l’Assomption, car en décidant d’agir ce jour férié dans bon nombre de pays, l’audacieux a la quasi-certitude de frapper au moment le plus creux de l’année. C’est la date choisie en 1971 par le président Richard Nixon pour en finir avec le GES (Gold Exchange Standard). Un coup de maître qui plaça tous les autres pays devant le fait accompli, le secret absolu ayant été tenu jusqu’au bout (le secrétaire d’État au Trésor américain, Paul Volcker, alla même jusqu’à rentrer par une porte dérobée à la Maison-Blanche pour rejoindre le Président afin d’éviter la moindre fuite).

“Les crises estivales relèvent toutes d’une mécanique spécifique qui ne doit rien au hasard mais tout à la nécessité. Et en premier lieu à la logique du “coup de tonnerre””

La période estivale semble néanmoins propice au développement d’autres formes de crise. Ainsi en est-il lorsque les acteurs d’un événement font montre de leur incapacité à enrayer l’engrenage fatal d’une “machine infernale”. Le déclenchement de la Première guerre mondiale qui résulta en partie de l’échec des diplomates à sortir les protagonistes de leur logique d’alliances est un bel exemple de cette fatalité. Autre source possible de crise : la révélation soudaine et au grand jour de faits jusque-là cachés. Lorsque le mardi 7 août 2007, Michel Pébereau découvre que la BNP qu’il dirige est incapable de rembourser ses Sicav monétaires, faute de pouvoir les coter pour cause de produits titrisés en leur sein, il sait qu’il y a de quoi faire sauter la planète financière. Et il faudra un déversement sans précédent de liquidités organisé en toute urgence par les banques centrales pour éviter cette fois la catastrophe.

Qui déclenchera la crise d'août 2015 ?

Wolfgang Schäuble, Xi Jinping ou Janet Yellen, lequel des trois sera le détonateur de la crise du mois d'août 2015 ? C’est en Europe que l’atmosphère apparaît la plus instable – comme on le dit en chimie d’un gaz prêt à exploser. Le périlleux dossier grec est en effet loin d’être clos. “Un tabou a été levé avec la possibilité qui a été ouvertement envisagée de voir la Grèce sortir de la zone euro. Le scénario du Grexit et ses conséquences incalculables pourraient revenir très vite”, estime l’analyste Philippe Waechter.

Le coup de tonnerre pourrait venir d’une démission surprise de Wolfgang Schäuble

début août 2015, celui-ci expliquant qu'il ne pourrait plus cautionner un accord auquel il ne croyait décidément pas. Incroyable coïncidence : au même moment, une nouvelle vague d'une dizaine de milliers d'immigrants, sans précédent par son ampleur, pourrait submerger les côtes italiennes. Obligeant la convocation en urgence d'un Conseil européen qui échouerait à répartir ces immigrés entre pays. "Les négociations sur les quotas d'immigrés furent plus dures encore que sur les questions financières grecques" témoignerait alors un participant. Cette fois, l'unité européenne, même de façade, n'y résisterait pas et dès lors, rien ne pourrait plus arrêter la "machine infernale" de la dislocation...

"C'est en Europe que l'atmosphère apparaît la plus instable – comme on le dit en chimie d'un gaz prêt à exploser"

Un autre scénario du pire peut être imaginé à l'autre bout de la planète autour du président chinois Xi Jinping. La crise de juillet à la bourse de Shanghai – en réalité un pur casino – a porté un coup terrible au crédit du Parti communiste qui tire sa légitimité de la promesse de l'enrichissement de la population. Pour faire diversion et ressouder les rangs, le leader chinois pourrait annoncer, le 15 août, le quadruplement de sa dotation à la banque asiatique d'investissement. Cette initiative prise pour faire pièce à la suprématie du dollar serait interprétée, à juste titre, estiment les observateurs, comme un véritable "Pearl Harbour financier" par Washington. Elle ouvrirait une période de fortes turbulences sur les marchés des changes. Que tenteraient d'apaiser – en vain – les grands argentiers de la planète réunis le 22 août pour leur traditionnel symposium annuel dans le "trou" perdu de Jackson Hole dans le Wisconsin.

Or à la surprise générale, Janet Yellen, la présidente de la Réserve fédérale américaine, y annoncerait le relèvement immédiat des taux d'intérêt de 100 points de base pour revigorer le dollar.

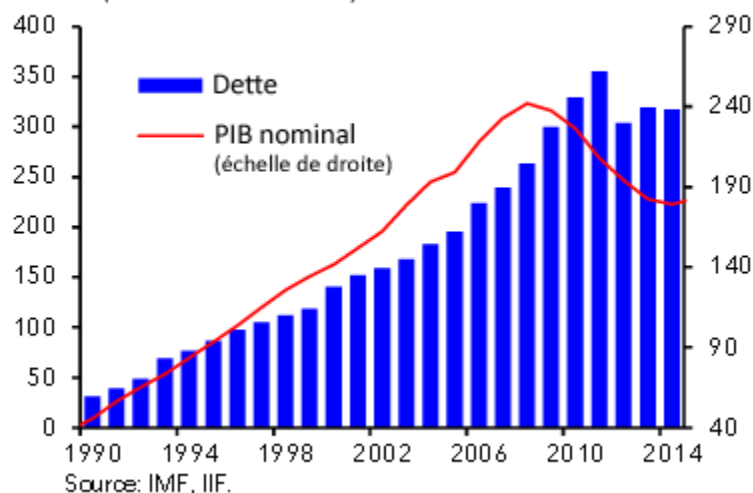
Attendue d'ici à la fin de l'année, cette mesure prendrait les marchés par surprise et provoquerait une remontée générale des taux à l'origine du plus grave krach obligataire qu'ait connu le monde depuis vingt ans... Le cauchemar de tous les gestionnaires de fonds de pensions qui se souviendront alors longtemps de ce mois d'août 2015.

Des dettes publiques insoutenables

29 juil 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

Grèce : dette gouvernementale et PIB nominal

En Mds€ (sur les deux échelles)



▪ Après des mois de négociations, le nouveau plan pour sauver la Grèce a été largement accepté — alors même que de nombreux hommes politiques, des économistes, des créanciers et des débiteurs doutent encore qu'en l'état actuel des choses, plusieurs milliards d'euros puissent, finalement, stabiliser l'économie grecque.

La Grèce est endettée jusqu'au cou et rien ne prouve que les nouveaux accords sauveront le pays de la faillite

Sans une réduction de la dette ce plan pourra difficilement réussir. L'Institute of International Finance (IIF), à Washington, a calculé que la dette publique grecque représente pratiquement 200% du PIB nominal du pays. La Grèce est endettée jusqu'au

cou et rien ne prouve que les nouveaux accords sauveront le pays de la faillite. L'institut donne aussi l'exemple de l'Ukraine et de Porto Rico comme pays qui ne pourront faire face, sur le long terme, à leurs dettes.

Dans ce débat sur la capacité des pays à faire face à leurs dettes sur le long terme, l'IIF met en garde contre le fait de ne tenir compte que du ratio dette/PIB et des plans de sauvetages consistant à mettre en place uniquement des mesures budgétaires strictes, car cela peut aggraver la situation économique du pays et faire resurgir le problème de sa dette. C'est pour cela que le FMI a récemment proposé une réduction de la dette grecque.

Cependant, Athènes n'est guère susceptible d'atteindre un excédent primaire (avant paiement des intérêts) d'environ 3,5%. L'IIF attire l'attention sur le fait que les futurs plans de réformes pour sauver un pays doivent aussi tenir compte des effets sur la croissance. Il soutient ainsi l'opinion du FMI. Mais quand un pays

hautement endetté rejette toutes les réformes ? Ni le FMI ni l'IIF n'apportent de réponse.

▪ **Qu'est-ce que l'austérité, vraiment ?**

La querelle sur l'"austérité" est devenue grotesque. Les uns considèrent que l'austérité c'est finalement "mourir à force d'économiser" alors que pour les autres il s'agit logiquement de "ne pas vivre au-dessus de ses moyens". Cette divergence d'opinions est devenue un phénomène mondial.

Neuf pays dans le monde ont des ratios d'endettement de plus de 300% — et 39% de tous les pays ont un ratio de plus de 100% Depuis le début de la crise en 2007, la dette mondiale est passée de 57 000 milliards à 199 000 milliards de dollars US (Source : McKinsey). Le Japon a un ratio de sa dette, tous secteurs confondus, d'environ 500% du PIB — le plus élevé du monde — ce qui soulève des

questions sur sa stabilité financière. Neuf pays dans le monde ont des ratios d'endettement de plus de 300% — et 39% de tous les pays ont un ratio de plus de 100%. Historiquement, ces niveaux élevés ont toujours provoqué une nouvelle crise. Bien que le FMI et l'IIF soient voisins à Washington, aucun d'entre eux n'a fait allusion à la situation particulière des Etats-Unis car... la plus grande économie du monde vit, elle, bien au-dessus de ses moyens !

A la fin de la présidence d'Obama, on estime que la dette publique sera proche de 22 000 milliards de dollars, dans 10 ans de 25 000 milliards et de 30 000 milliards en 2030. L'an dernier le gouvernement américain a payé des intérêts débiteurs à hauteur de 220 milliards de dollars ; en 2023, le montant sera de 823 milliards de dollars (source : CBO).

Le CBO suppose que les taux d'intérêt directeurs à moyen/long terme peuvent rester très bas. Toutefois, une vue plus réaliste qui assume une normalisation de la courbe des taux voit plutôt les taux monétaires à 2%-3% et les rendements des obligations à 10 ans à 4%-5%. Dans le cas d'un taux de 4%, le paiement des intérêts pourrait atteindre environ 1 000 milliards de dollars en 2025. Le déficit budgétaire en 2014 a été de 484 milliards. Un tel niveau d'intérêts débiteurs à payer serait insoutenable.

Le service de la dette (intérêts et remboursement) deviendra une barrière économique insurmontable. Il semble peu probable que les marchés financiers seront en mesure de franchir cet obstacle sans l'aide de la Fed et sans QE.

▪ **Conclusion**

Le monde entier est grotesquement surendetté. Tous ceux que la "tragédie grecque" inquiète devraient se préparer à des problèmes beaucoup plus graves à

moyen terme. La conviction que tout peut être géré seulement par la politique monétaire conduit à une impasse. La crise s'accélère.

Effondrement de l'économie mondiale ? Deux grands miniers ont annoncé la suppression d'une dizaine de milliers d'emplois

BusinessBourse Le 28 juil 2015



Le géant mondial du platine Lonmin annonce la suppression de 6.000 emplois en Afrique du Sud, pour faire face à la chute des cours et à la hausse des coûts de production.

La déclaration de deux grands groupes miniers internationaux le 24 juillet qu'ils allaient sabrer des dizaines de milliers d'emplois est un signe de la crise montante de l'économie mondiale. Elle intervient alors que les économies avancées stagnent, que celle de la Chine et d'autres marchés dits émergents se ralentit, que l'instabilité augmente et que l'accroissement du parasitisme financier entraîne la destruction pure et simple de la capacité de production.

Anglo American, conglomérat minier basé au Royaume-Uni et cinquième plus grande compagnie minière du monde a annoncé l'élimination de 53.000 emplois dans les prochaines années, 35 pour cent de sa main-d'œuvre actuelle. Cela suit une perte de \$3 milliards pour la première moitié de l'année, résultant surtout d'une baisse des prix du minerai de fer.

Le même jour, le producteur de platine Lonmin, qui a nombreuses opérations en Afrique du Sud, a dit qu'il envisageait de fermer ou suspendre la production dans plusieurs puits; les emplois d'environ 6000 travailleurs sont menacés. Le prix de ce métal aux nombreuses utilisations industrielles est tombé si bas que les activités de Lonmin sont considérées comme non rentables.



La principale raison des pertes d'Anglo American est une dépréciation de 3,5 milliards de la valeur de ses actifs, dont 2,9 milliards de dollars sur sa mine de fer de Minas-Rio au Brésil. Ce projet de 8,8 milliards de dollars avait été lancé l'an dernier seulement. Il avait été conçu pour tirer avantage du « super-cycle » des prix des matières premières dû aux investissements d'infrastructure en Chine; le prix du minerai de fer était monté jusqu'à \$180 la tonne en 2011.

Le prix du minerai de fer est maintenant en dessous de \$50 et menace de descendre encore plus bas. Les prix des matières premières industrielles chutent dans le monde entier. Dans la première moitié de cette année, le minerai de fer a chuté de 41 pour cent, le platine de 19 pour cent, le cuivre de 18 pour cent et le charbon à coke de 15 pour cent. Et cette chute n'est pas terminée.

Comme l'a déclaré le Wall Street Journal vendredi: « Les plus grandes sociétés minières du monde subissent une hémorragie d'emplois, car elles réduisent leurs effectifs pour faire face à un ralentissement en Chine et à une dépression prolongée des cours des matières premières dont elles n'attendent pas qu'elle se termine bientôt. »

L'article note que l'effondrement du prix des matières premières des deux dernières années a déjà éliminé des dizaines de milliers d'emplois liés à l'exploitation minière: depuis les mines d'or d'Afrique du Sud et les mines de fer du Canada jusqu'aux aciéries des États-Unis. En Amérique, l'emploi dans le secteur minier est à son plus bas niveau depuis cinq ans, tandis qu'en Australie, il est tombé de 13 pour cent depuis un an.

La chute des prix des matières premières et les vastes suppressions d'emplois dans son sillage mettent en évidence certaines caractéristiques importantes de l'état du capitalisme mondial.

Près de sept ans après l'effondrement de Lehman Brothers, ces événements montrent bien que la crise financière qui l'a suivi n'était que le début d'un

effondrement continu de l'économie mondiale. Malgré la mise à disposition de milliers de milliards de dollars d'argent ultra bon marché par les banques centrales du monde, les investissements productifs dans les grandes économies que sont les États-Unis, l'Europe et le Japon, restent à un niveau historiquement bas.

Le flot d'argent sur les marchés financiers ne fait qu'alimenter la spéculation sur les actions et les autres marchés, conduisant à une explosion de parasitisme. Cela compromet davantage encore l'économie réelle du fait d'opérations destructrices comme les fusions, les acquisitions et les rachats d'actions où les emplois sont détruits et les profits réalisés par des manipulations financières.



Dans un récent discours, la présidente de la Réserve fédérale américaine, Janet Yellen, a fait remarquer que la croissance productive était « faible » parce que les propriétaires et gestionnaires d'entreprises n'augmentaient pas leurs dépenses en capital. Les entreprises, au contraire, « détiennent de grandes quantités d'argent sur leurs bilans. »

La semaine dernière, l'économiste en chef de la Banque d'Angleterre, Andy Haldane, a dit que « la raison principale pour laquelle la croissance mondiale a été décevante est que les entreprises n'investissent pas suffisamment. » Il a cité des chiffres montrant que dans les années 1970 seuls 10 pour cent des bénéfices des sociétés étaient retournés aux actionnaires; ce chiffre se situe à présent entre 60 et 70 pour cent. « Les entreprises sont presque en train de se consommer, » a-t-il dit.

En d'autres termes, les forces et les ressources productives, créées par le travail de milliards d'ouvriers, sont en train d'être détruites par l'appétit insatiable de profit de l'oligarchie financière qui domine l'économie mondiale.

Cette vague destructrice n'est pas le produit d'une mentalité particulière des chefs

d'entreprise ou des gestionnaires. Elle est due à la pression incessante générée par le mur d'argent sur les marchés financiers pour un taux de rendement toujours plus élevé. C'est là un des principaux facteurs qui expliquent la décision d'Anglo American.

[Hillary Clinton va sauver le monde \(ou pas\)](#)

29 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Que ferait le monde sans des fonctionnaires bien intentionnés, sérieux et intelligents comme Hillary Clinton ?

Nous n'en avons aucune idée. Mais nous aimerions bien le savoir !

Nous maintenons une couverture politique équilibrée, dans ces lignes. Aux Etats-Unis, du côté des républicains, il y a un assortiment exceptionnellement riche d'idiots et de canailles. Du côté des démocrates, il y a Mme Clinton.

Nous ne savons pas ce que nous ferions sans elle.

Comment saurions-nous, par exemple, combien de temps garder un investissement sans qu'elle nous le dise ? Elle semble penser qu'aujourd'hui, la durée moyenne de détention est trop courte. Cela cause une obsession pour les résultats de court terme qu'elle appelle "capitalisme trimestriel".

Clinton a proposé d'augmenter CNBC explique :

la taxe sur les plus-values des investissements détenus uniquement pendant de courtes périodes

"Pour faire évoluer les motivations, Clinton a proposé d'augmenter la taxe sur les plus-values des investissements détenus

uniquement pendant de courtes périodes. La taxe sur les revenus des investissements doublerait quasiment par rapport à son niveau actuel de 20% pour les placements détenus moins de deux ans. Et le taux appliqué à ceux qui se situent dans les échelons supérieurs serait sur une échelle glissante, avec des avantages pour les gens qui gardent leurs investissements plus longtemps.

Parallèlement, Clinton a déclaré qu'elle modifierait le code fiscal pour éliminer les avantages permettant aux PDG d'être rémunérés en fonction de hausses de court terme sur le cours des valeurs, dans le but d'encourager les dirigeants à planifier l'avenir de manière plus stratégique.

Clinton s'est aussi attaquée à ce qu'elle appelle les actionnaires 'à

l'arrachée' — des investisseurs activistes qui font pression sur les entreprises pour qu'elles fassent grimper leur cours ou versent plus de dividendes aux investisseurs, même si cela n'aide pas l'entreprise à long terme.

Certains démocrates ont été déçus. 'Travailler à mettre fin au court-termisme sur Wall Street aidera à coup sûr considérablement les familles de travailleurs', a déclaré le directeur exécutif de Democracy for America, Charles Chamberlain. 'Mais soyons bien clairs : le parti démocrate ne veut pas, et le peuple américain n'a pas besoin, d'un autre président démocrate qui marche sur des oeufs autour de l'avidité insatiable de Wall Street'."

▪ **Vrai capitalisme contre lobbyistes zombies**

En quoi "travailler à mettre fin au court-termisme" aidera les familles de travailleurs ? Quelle durée de détention d'un investissement est acceptable pour la candidate démocrate ? Pourquoi quiconque irait penser que Mme Clinton — qui n'a jamais tenu d'emploi honnête dans le secteur privé — a la moindre idée de la manière de sauver le capitalisme, ou de la durée idéale de détention d'un investissement ?

Ces questions nous laissent essoufflé... en sueur... et avec l'envie d'un bon verre.

Tout ce que Mme Clinton sait du capitalisme, c'est ce que les larrons lui disent lorsqu'ils lui glissent quelques billets sous la table

Tout ce que Mme Clinton sait du capitalisme, c'est ce que les larrons lui disent lorsqu'ils lui glissent quelques billets sous la table. L'industrie financière verse des fonds considérables pour la campagne électorale de Mme Clinton. Ils savent qu'elle peut être achetée. Elle

ne les décevra pas.

Bien entendu, elle doit encore donner le change aux yeux des masses démocrates. Mais elle est clairement du côté des larrons et des zombies. Et tous détestent le capitalisme.

Pourquoi ? Parce que le capitalisme est un tueur de zombies. Le capitalisme n'est pas un système de distribution de richesse, comme le dit clairement George Gilder. C'est un système d'information... un système de connaissance, dans le cadre duquel les entrepreneurs prennent des risques et découvrent ce qui fonctionnent. Ils apprennent comment construire de meilleurs produits... mettant les industriels zombies en faillite. Ils découvrent aussi comment réduire les coûts — mettant les larrons sous pression et forçant les zombies à se mettre au travail. Ils découvrent la connaissance qui nous rend plus riches.

Naturellement, les zombies et les larrons tentent toujours d'entraver le capitalisme. Généralement, leurs candidats affirment qu'ils "améliorent" ou "sauvent" le capitalisme de lui-même. Ce qu'ils font en réalité, c'est protéger les lobbyistes de copinage et les électeurs zombies contre le vrai capitalisme.

[Après le dollar, 4 scénarios](#)

29 juillet 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Hier, nous avons tenté de cerner un peu mieux ce que sont les droits de tirage spéciaux (DTS), cette super-monnaie – un actif de réserve international – mise en place par le FMI à la fin des années 60. Et nous avons vu que, depuis les années 70, ces DTS étaient tombés en presque complète désuétude alors que le système monétaire international mis en place en 1944 à Bretton Woods se désagrégait.

La crise des *subprime* a réveillé ce quasi mort-vivant. Entre 2009 et fin 2014, le nombre de DTS mis en circulation par le FMI est passé de 21,4 milliards à 204 milliards. A côté du dollar, de l'euro, de la livre sterling ou du yen, les DTS sont devenus une "monnaie" (même s'ils ne sont pas officiellement reconnus comme telle) indispensable à notre système monétaire.

Tant et si bien indispensable que certains lui imaginent un avenir encore plus brillant. Et c'est ce que nous allons voir aujourd'hui.

Le monde de l'après-dollar se profile

Levons dès à présent un coin du voile. Quel est ce rôle primordial qui attendrait les DTS ? Rien de moins que concurrencer le dollar, ou du moins atténuer sa domination.

Vous le savez, le dollar est la monnaie internationale de référence. Depuis la Première et surtout la Seconde Guerre mondiale, le billet vert n'a pas vraiment de concurrents sérieux dans ce rôle. Les difficultés des devises européennes empêtrées dans les conflits de la première moitié du XXe s. puis l'abandon officiel en 1976 de la convertibilité du dollar en or ont détruit la concurrence.

Mais cette suprématie est aujourd'hui de plus en plus remise en cause. Par l'euro bien sûr mais aussi et surtout par le yuan, les devises de BRICS ou celles des pays émergents. Ainsi que par les DTS. C'est ce que vous explique Jim Rickards [dans](#) [Le Nouvel Ordre Monétaire](#) :

En 1914, la livre sterling n'avait qu'un seul rival face à elle : le dollar. Aujourd'hui, le dollar doit faire face à une armée de rivaux : la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran et tant d'autres.

De plus, il y a la super-monnaie mondiale, les droits de tirage spéciaux (DTS), qui, je pense, vont être utilisés pour atténuer le rôle du billet vert. Les Etats-Unis font le jeu de ces rivaux en ne maîtrisant pas leurs déficits commercial et budgétaire et en affichant une monumentale dette extérieure

Les DTS sont donc fondamentaux pour anticiper et imaginer le monde de l'après-dollar. Je ne sais pas combien de temps les Etats-Unis parviendront à maintenir le dollar dans son rôle mais entre son endettement non maîtrisés, sa finance et ses banques à hauts risques, ses déficits commerciaux et la concurrence grandissante, il nous faut dès à présent commencer à réfléchir au monde de l'après-dollar.

Après le dollar, 4 scénarios

Les spécialistes se déchirent sur ce que pourrait être ce monde de l'après-dollar. Quatre grands scénarios se dessinent :

1. **Un monde dans lequel une devise prendrait la place du dollar.** Et tous les regards se dirigent vers la Chine et son yuan, qui est en plein processus d'internationalisation. J'aurai certainement l'occasion d'examiner ce scénario mais il semble peu probable avant plusieurs décennies, le yuan étant encore loin, très loin, d'être internationalisé, de disposer des structures et de la confiance nécessaires pour renverser le dollar.

C'est d'ailleurs ce que vous expliquait Jim très récemment [dans la Quotidienne](#) :

La Chine a compris que malgré la forte croissance et l'énorme dimension de son économie, le yuan n'est pas prêt à constituer une véritable devise de réserve, et ne le sera pas au cours des années à venir.

Il est vrai que l'utilisation du yuan s'accroît dans le cadre des transactions internationales. Mais il représente encore moins de 2% des paiements internationaux alors que le dollar américain en représente plus de 40%.

En ce qui concerne une véritable devise de réserve, son utilisation dans le cadre des paiements ne constitue qu'un de ses signes caractéristiques, et ce n'est pas le plus important. La clé, pour avoir le statut de devise de réserve, ce ne sont pas les paiements mais les investissements. Il faut un marché obligataire important et liquide, libellé dans la devise de réserve. Ainsi, lorsque les pays acquièrent la devise cible dans le cadre de transactions, ils disposent d'un endroit où investir leur surplus.

En ce moment, si vous gagnez des yuans en faisant du commerce avec la

Chine, tout ce que vous pouvez en faire, c'est les déposer dans une banque ou bien les dépenser en Chine. Il n'existe aucun grand marché obligataire libellé en yuan sur lequel l'investir.

En plus du marché obligataire, il vous faut ses "circuits". C'est-à-dire un réseau d'établissements financiers spécialisés (les primary dealers), des outils de protection tels que des contrats à terme et des options, des instruments financiers tels que des accords de "repo", des dérivés, des réseaux de compensation et de bonnes règles juridiques afin de résoudre les litiges, protéger les créiteurs et gérer les faillites.

La Chine ne possède rien de tout cela à l'échelle adéquate, ni le niveau de maturité nécessaire. S'agissant du statut de véritable devise de réserve, le yuan n'est pas prêt à être déployé.

2. La coexistence de plusieurs monnaies de réserve internationale disposant d'une sphère d'influence plus ou moins égale. Là encore le yuan, qui est en train de s'imposer progressivement dans les échanges commerciaux dans la région de l'Asie du Sud-est, est un candidat possible. De même que l'euro. Un scénario très probable mais qui, à moyen terme, se heurte à la faible internationalisation du yuan et aux difficultés de la Zone euro.

3. Le retour de l'étalon-or. Certains pensent que l'or pourrait retrouver sa place d'actif de référence mondial. C'est une possibilité, du moins en cas de perte totale de confiance dans les monnaies fiduciaires comme le note Jim dans [Le Nouvel Ordre Monétaire](#) :

Aucune banque centrale dans le monde ne veut d'un étalon-or. Mais il se peut qu'elles soient forcées à y recourir afin de restaurer la confiance. C'est une possibilité.

Malgré tout, les faibles quantités d'or physique disponibles rendent douteuse cette hypothèse.

4. L'émergence d'une nouvelle monnaie internationale.

La dernière solution, ce sont les DTS.

Ils ont été créés – je vous le rappelle – comme alternative au métal jaune, et représentent donc un très bon candidat. [Je laisse de nouveau la parole à Jim](#) :


Ils s'impliqueront à plus grande échelle lorsque la nouvelle crise frappera et nous pourrions assister à l'avènement des DTS en tant que nouvelle devise de réserve mondiale. Cela ne veut pas dire que le dollar

va disparaître. Cela veut simplement dire que le dollar sera une devise locale, comme le peso mexicain et la livre turque. Nous nous en servirons pour payer le taxi, ou sortir boire un verre, mais cela ne servira pas pour les choses importantes.

Lorsque je parle de choses importantes, je veux dire le cours du pétrole, la compensation ou les balances commerciales entre pays, probablement les déclarations financières de la centaine, à peu près, de plus grandes entreprises du monde. A l'avenir, peut-être recevrez-vous le rapport annuel d'IBM ou de Volkswagen ou de General Electric exprimé en DTS.

Les DTS pourraient donc devenir une monnaie de réserve internationale, avec le grand avantage que n'étant la "propriété" d'aucun Etat ou banque centrale et donc moins sujette que les devises nationales aux manipulations, elle pourrait mettre d'accord tous les grands acteurs du système monétaire et commercial.

Et c'est aussi ce qui explique les crispations de plus en plus fortes entre la Chine et les Etats-Unis sur le mode de fixation des DTS, qui doit être réexaminé d'ici la fin de l'année. Alors que veut la Chine aux DTS ? C'est ce que nous verrons demain, dans la *Quotidienne*.



Si vous avez perdu de l'argent lors du passage à l'euro par manque d'informations, je vous recommande la lecture de ce Dossier Exclusif **avant le 20 octobre 2015** pour sortir gagnant du prochain remaniement monétaire !

Prenez garde, la déflation est en train de gagner

Chris Martenson

Publié le 29 juillet 2015

La déflation est de retour à l'avant-scène, et elle finira par détruire la planification centrale et les manipulations de marché minutieuses de ces six dernières années.

Des signaux provenant de la périphérie nous indiquent qu'une impulsion déflationniste destructrice a été libérée. L'effondrement du prix des marchandises confirme cette idée.

Des groupes entiers d'entreprises impliquées sur le secteur minier et de l'énergie sont sur le point d'être détruits. Et les nations productrices de ressources comme le Canada, l'Australie et le Brésil feront bientôt face à de lourdes difficultés.

Reste encore à voir si les banques centrales parviendront à maintenir leurs marchés des actions et obligations au cours de la prochaine étape du cycle. Il ne fait aucun doute qu'elles feront tout leur possible pour y parvenir. Elles n'hésiteront pas à utiliser tous les outils disponibles pour maintenir le statu quo aussi longtemps que possible.

Que la Banque de Chine intervienne sur le marché pour acheter 10% des parts des plus grosses corporations chinoises en quelques semaines, que la Banque du Japon devienne le propriétaire principal des ETF clés des marchés japonais, ou que la Banque nationale suisse achète 100 milliards de dollars d'actions globales, le même désespoir sera visible partout. Les prix des actions sont soutenus, bloqués et forcés à la hausse sans que personne ne se soucie des risques ou des répercussions que cela pourra avoir.

Pourquoi les Hommes n'ont-ils jamais auparavant tenté d'imprimer leur chemin vers la prospérité ?

C'est là tout le problème. Ils l'ont déjà fait.

Et c'est une décision qui ne s'est toujours terminée que sur un désastre. L'Histoire nous montre que la loi inviolable de l'économie est la suivante : *il n'existe rien de tel qu'un repas gratuit.*

Malheureusement, nos législateurs font de leur mieux pour ignorer cette vérité.

D'abord, la chute

Comment la situation progressera-t-elle ?

J'ai toujours été un adepte de la théorie Ka-Poom d'Eric Janzen, que j'ai précédemment expliqué [ainsi](#) :

L'un des modèles futuristes que je préfère est la théorie Ka-Poom, développée par Erik Janzen, de chez iTulip, en 1999.

Elle explique que la fin d'une bulle commence par un événement déflationniste soudain (Ka), et se termine par une explosion inflationniste

(Poom).

C'est un double coup de poing. D'abord vers le bas, puis vers le haut.

La déflation est expliquée par le fait que les bulles finissent toujours par éclater. Dès leur création, elles sont à la recherche d'une épingle.

La logique qui explique la réaction inflationniste secondaire est que les banques centrales répondent toujours à la déflation par l'impression monétaire. Ironiquement, c'est une tentative désespérée d'enrayer les dommages causés par leurs efforts de création monétaire précédents.

Elles ne tirent jamais de leçons de quoi que ce soit.

C'est ce que nous observons aujourd'hui : un effondrement déflationniste suffisamment puissant pour forcer les banques centrales à ouvrir les valves monétaires. La prochaine fois, elles chercheront peut-être à engraisser l'économie en distribuant directement de l'argent aux gens et aux institutions non-bancaires.

Selon moi, l'effondrement déflationniste a déjà commencé. Nos marchés boursiers ne semblent pourtant pas encore avoir reçu le mémo.

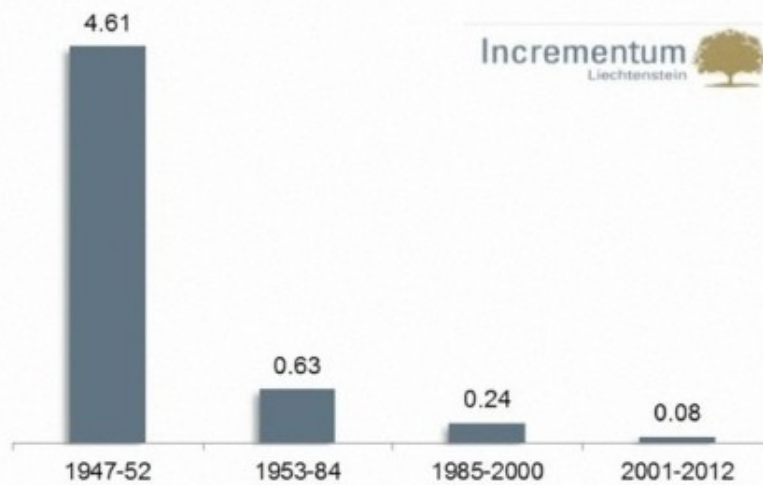
C'est donc ainsi que se passeront les choses : les prix baisseront (Ka), puis ils flamberont (Poom). Quelques années plus tard, lorsque tout sera terminé, un certain nombre de devises globales (yen, euro, bolivar, real, peso et peut-être même roupie) se retrouveront endommagées, ou auront complètement disparu de la circulation.

Des rêves seront anéantis. Et ceux ne seront ni mentalement ni émotionnellement préparés auront de grosses difficultés à s'ajuster.

Cette implosion devra se produire. Elle est la conséquence mathématique des graves erreurs commises par les banques centrales et les agences des gouvernements, qui ont confondu la faible volatilité et les gains de la phase vertueuse du cycle de création monétaire avec un succès véritable.

Encouragées par leur bonne fortune, elles ont encore et encore redoublé d'efforts. Bien entendu, leurs exercices ont produit des résultats de moins en moins satisfaisants. Mais elles se sont contentées d'ignorer les graphiques tels que celui-ci-dessous, qui en dira long à tous ceux qui prendront le temps d'y réfléchir :

Increase in Real GDP per Dollar of Incremental Debt



Incrementum
Liechtenstein

(Source)

Selon ce graphique, entre 1947 et 1952, alors que la classe moyenne était en pleine expansion, chaque nouveau dollar de dette faisait gonfler le PIB de 4,61 dollars. Aujourd'hui, ce nombre est passé à 0,08 dollars. Nous pourrions aussi dire qu'il faut 12,50 dollars de nouvelle dette pour faire gonfler le PIB d'un dollar.

C'est évidemment une tendance insoutenable. Et quelle a été la réponse des banques centrales ? Elles ont bien sûr encouragé un endettement accru. Nous avons besoin de plus de PIB, disent-elles. Et la génération de crédit est essentielle à ce processus.

Qu'est-ce qu'un banquier aurait pu dire d'autre ? Notez que les banques centrales restent muettes lorsqu'il en vient à se pencher sur des sujets tels que le rôle de la dette dans le mal-investissement, sans parler de l'importance de l'énergie et de l'écologie fonctionnelle pour l'expérience humaine.

Les planificateurs centraux ont énormément de pouvoir en raison de leur accès à et de l'usage qu'elles font de la presse à imprimer. Mais leurs connaissances du monde réel sont horriblement immatures, sinon complètement fausses.

De l'extérieur vers l'intérieur

Les problèmes se développent généralement à l'extérieur pour se déplacer vers le centre. Les éléments les plus faibles de la périphérie souffrent les premiers, et les éléments les plus forts sont affectés les derniers. La Grèce est affectée avant

l'Espagne, et l'Espagne avant la France. Les pauvres avant la classe moyenne, et la classe moyenne avant les riches.

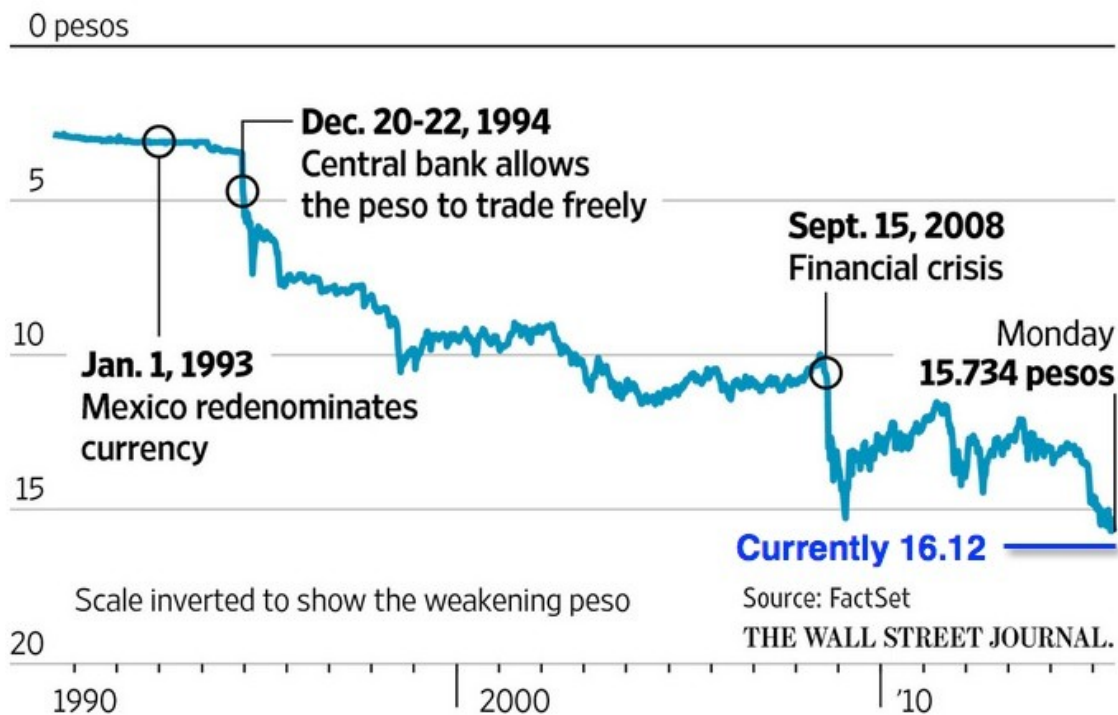
Nous pouvons voir que ce processus est aujourd'hui en cours de développement, et qu'il ne fait plus qu'accélérer.

Le Mexique

En janvier 2015, le peso mexicain, affecté par la chute des revenus pétroliers, a franchi le palier 15 pour un contre le dollar pour la première fois depuis la crise de 2009. Il est désormais de 16,12 pour un.

Heading South

How many Mexican pesos one dollar buys, weekly data



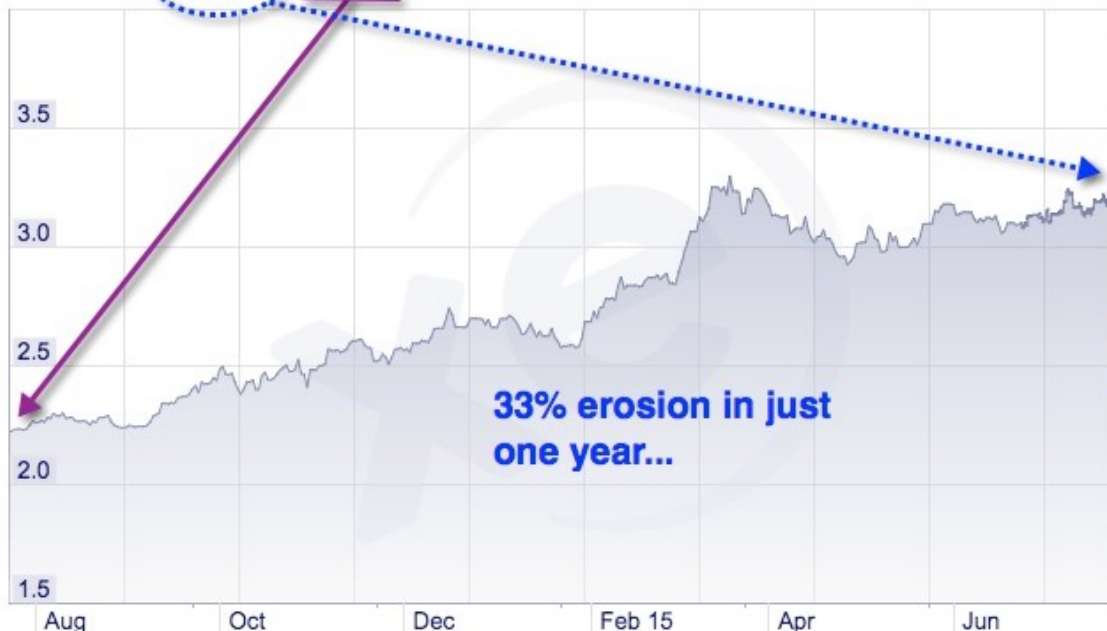
([Source](#))

Brésil

Le real brésilien a quant à lui perdu 45% face au dollar au cours de ces douze derniers mois :

BRL per 1 USD

23 Jul 2014 00:00 UTC - 23 Jul 2015 17:36 UTC
USD/BRL close: 3.29514 low: 2.21914 high: 3.29658



([Source](#))

Un real brésilien qui valait 45 cents il y a un an vaut désormais 30 cents. Tous les hedge funds qui ont tenté de s'enrichir en profitant des rendements de 12,5% offerts par les obligations brésiliennes sur dix ans se sont brûlé les doigts en conséquence de l'effondrement du taux de change.

Pourquoi le Brésil s'effondre-t-il ainsi ? En raison d'un certain nombre de problèmes : scandales de corruption, perspectives commerciales médiocres (à mesure que s'effondrent les marchandises), et risque politique accru. Mais le plus important est la croissance économique « miracle » qui vient de foncer droit dans le mur.

Porto Rico

De la même manière, Porto Rico fait face à de gros problèmes financiers. De lourdes réductions attendent les investisseurs sur les obligations portoricaines et – comme en Grèce – la population du pays fait face à des années de déboires économiques :

Plus de la moitié des fonds d'obligations municipales ont investi sur les obligations portoricaines exemptes d'impôts, malgré le fait que l'île ensoleillée des Caraïbes soit économiquement une cause désespérée. Sa dette municipale de 72 milliard de dollars représente un total de 30.000

dollars pour chacun des résidents du pays, près de trois fois le salaire moyen annuel par habitant. Le ratio dette/PIB de Porto Rico est près de trois fois plus important que celui de n'importe quel autre Etat ou territoire des Etats-Unis. L'économie de l'île est en récession depuis maintenant neuf ans.

([Source](#))

Comment une si petite nation peut-elle emprunter trois fois le salaire moyen par habitant ? Il se trouve que ce soit tâche facile dans l'environnement de liquidité abondante et gratuite généré par la Fed. Il y a seulement un an, ces rendements ont poussé les investisseurs (ou plus spécifiquement les spéculateurs) à placer des [enchères de 16 milliards de dollars pour 3,5 milliards de dollars](#) d'obligations municipales portoricaines.

Venezuela

Le Venezuela est dans une situation plus catastrophique encore. Il est si proche de la ruine financière qu'il sera sans aucun doute la prochaine victime de l'hyperinflation.

L'inflation au Venezuela, signe de défaut imminent

16 juillet 2015

Le Venezuela est sur le point de gagner une autre distinction humiliante.

Ayant longtemps été le territoire du taux d'inflation le plus élevé du monde, le pays est désormais sur le point d'enregistrer le 57^e épisode d'hyperinflation de l'histoire moderne, a expliqué Steve Hanke, professeur d'économie appliquée à l'université Johns Hopkins. Bien qu'il puisse ne s'agir que d'une formalité dans un pays où le coût de la vie augmente déjà à un rythme de 772% par an, c'est là un nouveau signe d'un défaut imminent.

La devise du Venezuela a, selon [dolartoday.com](#), perdu 32% de sa valeur le mois dernier sur le marché noir, et la baisse du prix du pétrole continue d'affecter la première source de revenus du pays. Le gouvernement n'aura d'ici la fin de l'année plus d'argent avec lequel rembourser sa dette, comme l'a expliqué Société Générale. Les traders de produits dérivés ont relevé la probabilité de voir un défaut se produire sous un an jusqu'à 63%, contre 33% il y a seulement deux mois.

([Source](#))

Pour le peuple du Venezuela, la situation s'aggravera encore. Souffrant déjà de pénuries de biens à la consommation, il est sur le point de faire l'expérience d'une dévaluation monétaire similaire à celle traversée par le Zimbabwe.

Chine

La Chine est tout sauf une nation de périphérie, mais les chiffres de l'import/export suggèrent que le pays est actuellement en phase de ralentissement et est prêt à s'effondrer. Plutôt que de tenter de gérer sa transition depuis une économie industrielle vers une économie de consommation avec grâce, la Chine continue de suivre le modèle duquel est née sa croissance.

Des prêts sont émis à la hâte pour soutenir depuis le marché boursier jusqu'au marché immobilier. Malgré ces efforts, la situation continue de mal tourner, comme l'explique l'éclatement vicieux de la bulle chinoise sur les actions, et les efforts de sauvetage qui ont suivi :

La moitié des actions négociées à Shanghai et Shenzhen ont été suspendues. Quelques trois-cent directeurs de corporations ont été forcés de racheter leurs propres actions. Des tactiques dignes d'un Etat policier ont été utilisées pour chasser les vendeurs à découvert.

Nous avons appris d'une parution du magazine Caixin que des courtiers chinois ont été enfermés dans une pièce et forcés de livrer leur argent et de participer à l'orchestration d'une vague d'achats. Un objectif de 4.500 a été fixé pour l'indice composite de Shanghai par les fonctionnaires du parti communiste.

Selon Caixin, China Securities Finance Corporation – une branche d'une agence de régulation – posséderait désormais quelques 200 milliards de dollars d'actions chinoises, et a reçu l'ordre d'acheter 500 milliards de dollars d'actions supplémentaires si nécessaire pour soutenir le marché.

Ce recours à la force – pour reprendre les termes employés par le professeur Michael Pettis, de l'université de Pékin – a fonctionné. Les actions sont de nouveau remontées. Comment auraient-elles pu ne pas le faire, puisque vendre était illégal, et ne pas acheter l'était également ?

([Source](#) – AEP Telegraph)

Le graphique suivant est tiré du même article, et suggère que le taux de croissance de l'économie chinoise soit désormais bien en-dessous du taux officiel de 7% :



Jeter davantage de monnaie au problème du ralentissement de la croissance et de l'effondrement du prix des actions est contraire à tout ce qui devrait être fait.

Le problème, ce n'est pas que les prix des actions baissent, mais qu'ils sont trop élevés en comparaisons aux bénéfices (70 fois plus élevés). Le problème n'est pas le ralentissement de la construction d'immeubles d'habitation et des ventes immobilières, mais le fait que beaucoup trop de complexes résidentiels ont été construits et que les prix sont déjà trop élevés (20 fois le salaire médian ou plus).

Positionnés pour l'effondrement

Dans la deuxième partie de ce rapport, nous analyserons les effets de la déflation sur les efforts officiels de contrôle des dommages, et la destruction du capital imaginaire investi sur les actions, les obligations et l'immobilier. Positionnez-vous hors des actifs financiers à risque dès aujourd'hui – les actions et les obligations toxiques étant en tête de liste. L'argent liquide et la dette souveraine de court terme de certains pays seront de bien meilleurs choix lorsque la tempête s'abattra sur nous.

Les choses deviennent intéressantes. Le choix le plus prudent est d'observer les développements actuels de très près, de rester sur la défensive et d'être prêt à réagir rapidement si nécessaire. Après des années de suppression, les forces de la réalité menacent de prendre d'assaut nos marchés globaux. Il en est grand temps.

[Cliquez ici pour lire la deuxième partie de ce rapport \(en Anglais\)](#)

SOINS PALLIATIFS POUR UNE EUROPE EN FIN DE VIE

François Leclerc blog de Paul Jorion 29 juillet 2015

La discipline fait la force des armées. C'est tout le sens des toutes nouvelles

recommandations du Conseil des experts économiques allemands, qui bénéficient du statut de « sages », c'est-à-dire au-dessus de la mêlée. D'où l'importance de leur conclusion : un pays – « non coopératif en permanence » et incapable de faire face à ses dettes – doit quitter l'euro en dernier ressort. Nous n'en sommes plus à la suspension de quelques années proposée à la Grèce par Wolfgang Schäuble.

Les mêmes considèrent que les créanciers d'un tel pays seraient bien avisés de mesurer les risques qu'ils prennent, puisqu'ils seraient dans l'obligation de subir la restructuration de dette qui découlerait de cette nouvelle règle. Celle-ci est assortie du commentaire définitif suivant : « afin d'assurer la cohésion de l'union monétaire, nous devons reconnaître que les électeurs ne sont pas prêts à financer de façon permanente les pays débiteurs. »

Le rapport va dans le sens d'un durcissement de l'article 125 du Traité de Lisbonne, que Wolfgang Schäuble interprète à sa manière en assurant qu'il interdit à un pays membre de l'Union européenne de faire défaut. Au terme d'une révision du Traité, cela serait clairement acté. Un nouveau mécanisme de résolution serait également mis en place afin de gérer et de financer des restructurations de dette de manière ordonnée, dont les modalités devraient être adoptées sous strictes conditionnalités par les gouvernements nationaux. Enfin, une réglementation devrait empêcher toute prise en otage de la BCE dans son rôle de prêteur en dernier ressort des banques.

Les « sages » ne font qu'éclairer la politique de Wolfgang Schäuble, qui bénéficie d'un large soutien au sein de son parti ainsi que du SPD. En réponse aux propositions française et italienne, ils constituent une offre que l'on ne voit pas acceptée... Ce ne sont pas les mêmes leçons qui sont tirées dans chaque camp, mais les responsables allemands ont pour eux une logique que les Français n'ont pas, se contentant de rajouter un étage politique à un dispositif déjà très lourd et dont le caractère opérationnel n'a pas été démontré.

Philippe Béchade sur BFM Business le Mercredi 29 Juillet 2015

BusinessBourse et BFM tv Le 29 juil 2015 à 14:27

Philippe Béchade, rédacteur en chef de La Bourse au quotidien, et Cyriaque Dailland, gérant chez Convictions AM ont comparé l'évolution économique en Europe avec celle des États-Unis. Ils ont, par ailleurs, fait savoir que l'économie américaine est loin d'afficher les performances attendues. Par contre, une nette progression au niveau de la zone euro est concrètement palpable. Enfin, ils ont analysé les principales raisons et les contextes qui pourraient inciter la FED à

remonter ses taux d'intérêt. – Intégrale Placements, du Mercredi 29 juillet 2015, présenté par Sidonie Watrigant, sur BFM Business.



Partie 1/2: “C’est plus facile pour les actions européennes de surprendre positivement que les actions américaines”

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-cyriaque-dailland-12-c-est-plus-facile-pour-les-actions-europeennes-de-surprendre-positivement-que-les-actions-americaines-2907-596783.html>

Partie 2/2: “Janet Yellen et l’ensemble des membres du FOMC sont tous d’accord pour remonter les taux”

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-cyriaque-dailland-22-janet-yellen-et-l-ensemble-des-membres-du-fomc-sont-tous-d-accord-pour-remonter-les-taux-2907-596784.html>

L'euro et l'Allemagne : la confusion des sentiments monétaires

Posté le 29 juillet 2015 par Bruno Colmant

Un comité de "sages économistes" allemands (http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/newsinfo.html?&no_cache=1&L=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=1814&cHash=a478322ba18ef99f66d3ff9de88158f2) vient de commettre un avis qui ne peut pas ne pas n'avoir reçu l'acquiescement du gouvernement de Berlin.

L'idée est simple : si un pays trop endetté ne peut pas être aux normes de l'euro, il doit quitter la zone monétaire. Il s'agit donc de renoncer à l'impossibilité institutionnelle de quitter la monnaie unique.

Les choses ont désormais le mérite d'être claires : la cohésion et l'homogénéité de la monnaie unique sont reléguées derrière des normes d'endettement public.

On est loin des utopistes euro-obligations et autres unions fiscales et budgétaires. On est encore plus loin des mécanismes de subsidiarité que la monnaie unique avait implicitement établis.

Faut-il blâmer ces économistes ?

Aucunement : ils confessent l'incongruité de l'euro.

Mais, en même temps, ils oublient que la cohésion politique, fondée sur la solidarité sociale, est le ciment qu'il faut préserver.

Si les fondateurs de l'euro, qui appartiennent à une époque définitivement révolue, ont fait une erreur de jugement sous l'angle de l'économie et de l'histoire puisqu'ils ont créé une monnaie sans les mécanismes qui en garantissaient la pérennité, ils nous ont entraînés dans une réalité de solidarité croissante. C'est cette solidarité qui doit être maintenue.

Sans elle, ce serait un retour aux Etats-nations du 19^{ème} siècle.

Occident vs. Orient : la main invisible du marché vs. la main la plus visible possible de l'État

Paul Jorion 28 juillet 2015

Le *Shanghai composite index*, l'indice boursier chinois le plus en vue se situait il y a un an au niveau 2.100. Vint la bulle qui lui fit prendre son envol. À la mi-juin, il valait plus de 5.100. Le 8 juillet, il retombait à 3.500. Ce soir il vaut 3.663. Il n'est tombé dans la journée que de 1,7%, après une chute lundi de 8,5%.

Je vous ai parlé dans [mon billet précédent](#) des méthodes musclées que je qualifiais de « sur un mode communiste bien davantage que capitaliste » utilisées par les autorités chinoises pour enrayer l'effondrement : interdiction de vendre faite aux détenteurs de gros portefeuilles d'actions, suspension de la cotation des actions de plus de la moitié des sociétés cotées en Bourse, intervention massive du gouvernement, etc.

Il est possible d'ajouter pour la journée d'aujourd'hui quelques pièces supplémentaires au dossier.

Le Financial Times [nous rapporte ainsi](#) l'opinion de M. Zhao Xijun, numéro 2 de l'École de finance à l'université Renmin de Pékin pour qui « nous devrions mettre en place pour le long terme une 'équipe nationale' puissante qui soutiendrait le marché boursier. [...] Ce n'est pas une mince affaire de modifier le sentiment de 80 millions de boursicoteurs, et comme les investisseurs conservent une confiance relative dans le gouvernement, c'est à lui de mettre en place une 'équipe nationale'. »

Le Financial Times précise que « les investisseurs internationaux ont réagi aux

interférences du gouvernement [chinois] avec un sentiment allant de l'incrédulité au dégoût », dénonçant « un système manipulé et truqué où le gouvernement est le seul acheteur substantiel ».

Le Wall Street Journal [déploie lui aujourd'hui](#) qu'il n'y ait pas en Chine de personnalité de la stature d'un Alan Greenspan autrefois à la tête de la Fed aux États-Unis ou de Mario Draghi aujourd'hui aux rênes de la Banque centrale européenne, qui puisse ramener un peu d'ordre sur les marchés par des paroles apaisantes.

Je soulignais hier la différence qui existe entre l'Occident pour qui le capitalisme est une religion à laquelle les citoyens croient avec ferveur et où l'*argument d'autorité* et la *méthode Coué* bénéficient tous deux, comme le souligne le Wall Street Journal, d'une véritable efficacité, et la Chine pour qui le capitalisme est une méthode de modernisation prosaïque qui marche ou qui ne marche pas. C'est pourquoi nous avons nous des Papes de la finance qui rassurent les ouailles de la place de la Bourse, et c'est pourquoi personne n'ose évoquer chez nous nos propres « équipes nationales », appelées « Plunge Protection Team », si ce n'est quelques blogueurs hérétiques, du genre de votre serviteur, [comme ici le 8 septembre 2012](#) :

J'ai rapporté ici au fil des années les hypothèses de différents traders par ailleurs blogueurs ou autrement médiatiques, selon qui Goldman Sachs est le bras armé de l'État américain dans la manipulation en vue de créer un « vent d'optimisme » sur les marchés boursiers, autrement dit l'instrument du « Plunge Protection Team », l'**équipe de protection contre la plongée**, comme on surnomme le « Groupe de Travail sur les Marchés Financiers » constitué du Secrétaire au Trésor, du Président de la Fed, de la Présidente de la Securities and Exchange Commission (le régulateur des marchés au comptant) et du Président de la Commodity Futures Trading Commission (régulateur des marchés à terme). Il n'existe pas de preuves de telles allégations, les esprits curieux consulteront cependant régulièrement le site de la firme de collecte d'information relative aux transactions financières qu'est [Nanex](#).

Chez nous, la *main invisible du marché* relève du dogme d'une religion féroce, et malheur à qui irait suggérer qu'il s'agit d'une grotesque superstition dont on intoxique le peuple, alors qu'en Chine, nation de mécréants, la *main la plus visible possible de l'État* rassure les foules.

[Standard and Poor's: La dette du Brésil risque](#)

de passer en catégorie spéculative

BusinessBourse et LesEchos Le 29 juil 2015 à 11:00



Standard & Poor's a annoncé mardi que la note de crédit du Brésil risquait de passer en catégorie spéculative dans les 12 à 18 mois si le résultat d'un certain nombre d'enquêtes pour corruption continuent à entraver la croissance économique du pays et la mise en place de mesures d'austérité.

L'agence de notation a confirmé la note "BBB-" du Brésil, dernière note en catégorie dite d'investissement, mais a abaissé la perspective qui y est associée, de "stable" à "négative", ce qui veut dire qu'une révision en baisse de sa notation de la dette souveraine du pays est possible dans les 12 à 18 mois.

Cette décision a provoqué une chute du real, de 2% à un point bas de 3,43 pour un dollar, son plus bas en 12 ans.

"C'est le résultat d'années de mauvaises politiques budgétaires. Le Brésil en paie finalement le prix", dit Will Landers, gérant de portefeuille chez BlackRock. "Nous allons voir comment le gouvernement va réagir à cette décision."

La devise brésilienne a ensuite limité ses pertes après que l'agence a ajouté qu'elle s'attendait à ce que le pays améliore sa situation budgétaire et évite ainsi une révision en baisse.

"Nous croyons à une situation budgétaire encore plus faible (en 2016) mais nous croyons aussi qu'elle va s'améliorer et que le Brésil évitera un abaissement de sa note de crédit", a dit l'analyste de S&P Lisa Schineller, évoquant l'exemple de l'Inde.

L'Inde, également notée "BBB-" par S&P, a échappé à une révision en baisse de sa dette en catégorie spéculative l'an dernier grâce à l'annonce par le Premier ministre Narendra Modi d'un programme de réformes de grande ampleur.

Il s'agit d'un sérieux revers pour le ministre brésilien des Finances Joaquim Levy, qui cherche à gagner la confiance des investisseurs vis-à-vis de la première économie d'Amérique latine, qui traverse une phase de profonde récession.

Sa stratégie de baisse des dépenses et d'alourdissement de la fiscalité pour limiter le déficit de l'Etat qui s'est envolé pendant le premier mandat de la présidente Dilma Rousseff, peine à porter ses fruits et le gouvernement a dû revoir en forte baisse son objectif de réduction des dépenses pour 2015 et 2016.

Les recettes de l'Etat ont chuté depuis le début de l'année. L'économie devrait se contracter cette année et peut-être en 2016, alors que l'inflation est supérieure aux objectifs fixés, obligeant la banque centrale à relever les taux d'intérêt.

Un énorme scandale de corruption au sein de la compagnie pétrolière Petrobras affecte aussi le sentiment des investisseurs, ainsi qu'une crise politique qui a donné lieu à des appels à la destitution de Dilma Rousseff.

S&P a précisé dans un communiqué qu'elle estimait que les risques économiques et politiques associés à la mise en place du plan d'austérité de Joaquim Levy avaient augmenté.

“Nous pensons qu'il y a plus d'une chance sur trois que le changement de politique soit confronté à de nouveaux dérapages (..) et que le retour à une trajectoire de croissance prendra plus longtemps que prévu”, écrit l'analyste de l'agence de notation, Lisa Schineller, dans le communiqué.

Même si certains responsables du gouvernement craignaient un abaissement des notes de crédit du Brésil, ils étaient peu à s'attendre à ce que S&P revoit sa position aussi rapidement.

“Cela a été une surprise pour l'équipe”, a dit un responsable du ministère brésilien des Finances.

Joaquim Levy lui-même a dit qu'il considérait l'avertissement de S&P comme une incitation pour le Congrès à accélérer l'approbation des mesures d'austérité, selon une source au gouvernement qui a entendu les remarques du ministre.

S&P est la première des trois grandes agences de notation à menacer de ramener la dette du Brésil en catégorie spéculative.

Source: [lesechos](#)

Avec 5 200 milliards de dette, la France est en faillite !

28 juillet, 2015

Posté par [Benji Les Moutons enragés](#)

La France est en faillite, c'est de pire en pire, chaque jour cela privatise et vend à tout va, la situation début 2015 était cataclysmique, vous allez voir à la

rentrée, ils ne pourront plus retenir grand chose, cela risque d'être mémorable... Et ils osent nous dire que pour remédier à cela, il faut plus d'Europe!

Depuis quelques jours, on voit beaucoup circuler sur internet une excellente étude de l'économiste Jean-Yves Archer sur la véritable dette de la France.



J'avais eu l'occasion de dire à plusieurs reprises que la dette était nécessairement beaucoup plus élevée que les fameux 2 000 milliards dont parlent les gazettes, puisque ce chiffre – déjà faramineux ! – ne comptabilise pas les engagements contractés pour les pensions des fonctionnaires. Mais j'étais, pour ma part, incapable de chiffrer ce supplément.

Jean-Yves Archer estime, lui, à 3 200 milliards d'euros les engagements « hors bilan » de la France – c'est-à-dire ceux qui ne se voient pas dans la loi de finances et qui n'apparaissent donc pas dans les plus de 2000 milliards de dette publique dont on parle en général.

Vous avez bien lu : 3 200 milliards d'euros de dette hors bilan, c'est-à-dire une dette publique totale de l'ordre de 5 200 milliards d'euros. En d'autres termes, chaque habitant du pays, du nouveau-né au vieillard, citoyen ou immigré, porte sur ses épaules une dette publique de l'ordre de 80 000 euros. Sans parler de ses propres dettes privées.

Comment en arrive-t-on à ce chiffre gigantesque ?

En additionnant les pensions de fonctionnaires qu'il nous faudra payer

(autour de 1 500 milliards) et les cautions que l'État a données pour toutes sortes d'organismes.

Parmi les engagements hors bilan, Jean-Yves Archer fait une mention spéciale (et parfaitement justifiée) à Mme Duflot qui a augmenté les engagements de la France d'environ 50 milliards d'euros au seul titre de l'aide au logement !

Un État n'a, à ma connaissance, que 3 solutions pour lever de l'argent (qu'il prenne nécessairement dans les poches des contribuables) : l'inflation, l'impôt et la dette.

L'inflation est profondément immorale, puisqu'il s'agit, à proprement parler, d'une fraude. La dette n'est légitime que si elle correspond à un investissement qui profitera aux générations futures – ce qu'elle n'est plus que rarissimement. Quant aux prélèvements obligatoires, ils atteignent le chiffre extravagant de 870 milliards d'euros.

C'est catastrophique. Mais il y a donc pire encore : la sphère publique s'est endettée pour un montant 6 fois supérieur à celui de ses rentrées annuelles.

Nous sommes en faillite. Et on ne laisse pas des gérants faillis poursuivre leur gestion. Sortons au plus vite ces irresponsables ; n'importe qui fera mieux qu'eux !

Source: Les4verites.com

Pas étonnant que [certains ne souhaitent plus payer leurs impôts!](#)

Merci à Philippe pour les infos et les liens.